

Le Panorama Hebdomadaire de la Région Hauts-de-France



Réalisé par le service Presse de la Direction
de l'Information et de l'Accueil

Du 15 au 21 mars 2017



Ce Panorama est constitué d'une sélection d'articles issus des presses hebdomadaires régionales et locales du Nord Pas de Calais - Picardie, classés par thème.

Pour tout complément d'information :

Direction de l'Information et de l'Accueil
Service Presse

Postes (4)6741, (4)6742, (4)6744

Panoramapresse@hautsdefrance.fr

151 Avenue du Président Hoover - Lille



SOMMAIRE

P - EMPLOI ET DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

(2 articles)

L'INDEPENDANT

jeudi 16 au mercredi 22
mars 2017

La Maison du développement économique ouvre ses portes

(241 mots)

L'ensemble des acteurs devant la nouvelle MDE, une plate-forme d'accompagnement de l'e...

Page 9

L'Indicateur
Flandres - Vallée de la Lys

mercredi 15 au mardi
21 mars 2017

Le Geiq des Flandres recherche des salariés (347 mots)

Groupement d'employeurs créé en 1998, le Geiq aide depuis plusieurs années les entreprises agricoles. Aujourd'hui, 300 d'en...

Page 10

VP1 - SOLIDARITÉS AVEC LES TERRITOIRES, CONTRAT DE PLAN ETAT-RÉGIO..

(3 articles)

L'Observateur
du Douaisis

jeudi 16 au mercredi 22
mars 2017

PLAN BASSIN MINIER Des élus critiquent le Gouvernement

(430 mots)

ECONOMIE Après l'annonce du Gouvernement d'un « plan de renouveau pour le bassin minier », plusieurs élus locaux ont fait part de leur réserve. Il n'au...

Page 12

horizons
NORD - PAS DE CALAIS

vendredi 17 au jeudi 23
mars 2017

UBRIQUE 20 millions investis en faveur du territoire (514 mots)

Le contrat de développement territorial pour Calais et le Calaisis prévoit d'allouer 155 millions d'euros au territo...

Page 13

L'INDEPENDANT

jeudi 16 au mercredi 22
mars 2017

La Capso enclenche la troisième (628 mots)

Aucune délibération n'a suscité de remarques ou d'oppositions particulières. ...

Page 14

VP2 - TRANSPORTS, INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT...

(4 articles)

CROIX DU NORD
HEBDOMADAIRE CHRÉTIEN RÉGIONAL

vendredi 17 au jeudi 23
mars 2017

Hauts-de-France :une seule plateforme pour tous vos trajets

(404 mots)

Le vice-président de la Région, Gérald Darmanin loue ce nouveau service mis en place. ...

Page 17



vendredi 17 au jeudi 23
mars 2017

La (fausse) piste de l'autoroute atlantique (420 mots)

>Enterré puis relancé la même année, en 2015, le projet d'« autoroute » ferroviaire atlantique refait surface. Il était à l'ordre d...

Page 18



vendredi 17 au jeudi 23
mars 2017

Un bilan touristique 2016 positif (573 mots)

La clientèle britannique est restée stable en 2016, malgré le Brexit et le contexte de Calais. ...

Page 19



jeudi 16 au mercredi 22
mars 2017

Les Offices de tourisme étaient à l'honneur (197 mots)

La pose photo souvenir. Dimanche dernier, un bus était organisé pour se rendre au Salon de l'agriculture à Paris. Ce jour-là, sur le stand de la Rég...

Page 20

VP4 - DÉVELOPPEMENT DURABLE, TRI, TRANSITION ÉNERGÉTIQUE...

(8 articles)



mercredi 15 au mardi
21 mars 2017

Le Nord-Arrangeois se met au vert (331 mots)

En 2003, la CUA lance son projet de maillage boisé, une initiative visant à privilégier la biodiversité. 2017, en marque la...

Page 22



mercredi 15 au mardi
21 mars 2017

«Nous voulons miser sur une amélioration la qualité de vie»

(285 mots)

Thierry Spas, vice-président chargé de l'environnement de la communauté urbaine d'Arras, est l'un des élus à l'initiative d...

Page 23



mercredi 15 au mardi
21 mars 2017

Le marais de la falaise est planté (388 mots)

Bêche en mains, les élèves de cours moyens de Laurence Mailly ont été très actifs pour terminer les plantations dans le mar...

Page 24



mercredi 15 au mardi
21 mars 2017

Le marais de la falaise (129 mots)

Le marais de la falaise Situé au cœur du village mais bien caché derrière la falaise d'où son nom, le marais est traversé p...

Page 25



jeudi 16 au mercredi 22
mars 2017

Le syndicat mixte a les moyens de ses ambitions (846 mots)

C'est en mairie de Blendecques, mardi soir, que le SmageAa a réuni ses délégués. Première délibération à l'ordre du jour, l'approba...

Page 26



mercredi 15 au mardi
21 mars 2017

La secrétaire d'État Barbara Pompili découvre les merveilles de la vallée (787 mots)

Secrétaire d'État chargée de la biodiversité, Barbara Pompili était en visite sur le territoire du futur parc naturel régional. Ell...

Page 28



vendredi 17 au jeudi 23
mars 2017

Chasseurs, présentez vos projets à vos régions (1434 mots)

La nouvelle carte des régions pourrait finalement être source d'opportunités pour les associations investies dans la...

Page 30



jeudi 16 au mercredi 22
mars 2017

La région s'investit (356 mots)

Une rencontre des piégeurs agréés a été organisée, samedi 11 mars, par le groupement de défense contre les organismes nuisibles, le...

Page 32

VP5 - MER ET PORTS, POLITIQUE DU LITTORAL

(3 articles)



mercredi 15 au mardi
21 mars 2017

La Région au secours des fileyeurs (423 mots)

Raréfaction du poisson, diminution des quotas, en particulier pour la sole, augmentation du prix du carburant, météo défavo...

Page 34



mercredi 15 au mardi
21 mars 2017

25 dossiers déposés, 14 retenus (333 mots)

C'est la cellule mise en place par l'ancien sous-préfet de Boulogne, Philippe Dieudonné, qui a géré chaque dossier. Au sein...

Page 35



vendredi 17 au jeudi 23
mars 2017

Un dock flottant sur le port de Dunkerque (681 mots)

Une installation impressionnante vient d'être inaugurée sur le port de Dunkerque : un dock flottant pour le chantier de réparation ...

Page 36

VP6 - APPRENTISSAGE

(2 articles)



vendredi 17 au jeudi 23
mars 2017

Neuf médaillés aux olympiades des métiers (175 mots)

Les médaillés des Hauts-de-France se sont notamment distingués dans la construction de routes et canali...

Page 38



vendredi 17 au jeudi 23
mars 2017

Incheville-eu. Deux jeunes médaillés aux Olympiades nationales des métiers (778 mots)

Les finales nationales des Olympiades des métiers se sont déroulées du 9 au 11 mars à Bordeaux. Des jeunes du secteur y ont vu leur...

Page 39

VP8 - CULTURE

(3 articles)



mercredi 15 au mardi
21 mars 2017

Le second souffle (356 mots)

Dans le bureau où, jadis, Patrick Dréhan recevait la presse pour communiquer à propos du Festival de la Côte d'Opale (FCO),...

Page 42



mercredi 15 au mardi
21 mars 2017

Quels artistes sur la côte cet été? (256 mots)

Quels artistes sur la côte cet été? Y aura-t-il des grands noms de la scène nationale, voire internationale cet été sur la ...

Page 43



jeudi 16 au mercredi 22
mars 2017

Les travaux de sauvegarde vont débiter (718 mots)

Mars 2015. Une tempête fragilise l'église Saint-Martin, des pierres chutent dans le cimetière. « L'assurance nous assure zéro traca...

Page 44

VP9 - FORMATION ET RELATIONS AVEC LES ENTREPRISES

(2 articles)



jeudi 16 au mercredi 22
mars 2017

Julie Codron, chauffagiste d'un jour (498 mots)

EPPEVILLE La conseillère régionale, Julie Codron, participait lundi dernier à l'opération « Artisans d'un jour. » Elle a ainsi rejoint les rangs de la so...

Page 46



jeudi 16 au mercredi 22
mars 2017

Plus de 7,5 millions d'euros injectés dans l'économie locale

(490 mots)

initiative Ternois artois 7 Vallées ne connaît pas la crise. Son activité est en hausse constante. la progression a été de 5% l'an dernier. Décryptage av...

Page 47

VP11 - LYCÉES

(1 article)



vendredi 17 au jeudi 23
mars 2017

UN LYCÉE DU 19E SIÈCLE CLASSÉ (594 mots)

BEAUVAIS Une plaque commémorative d'inscription du lycée Félix Faure au titre des monuments historiques a été dévoilée lors des portes ouvertes de l'étab...

Page 49

VP12 - RÉNOVATION URBAINE, LOGEMENT, INNOVATION NUMÉRIQUE...

(2 articles)



jeudi 16 au mercredi 22
mars 2017

Un quartier à 80 millions (574 mots)

Il aura fallu attendre trois ans après le lancement des études pour voir les premiers effets de l'Agence nationale de la ré...

Page 52



jeudi 16 au mercredi 22
mars 2017

Des dernières constructions à venir (187 mots)

La destruction du bâtiment de l'école Pasteur à Bruay-la-Buissière a laissé un terrain vide. C'est la Soginorpa (Maisons et...

Page 53

VP13 - JEUNESSE ET SPORTS

(2 articles)



jeudi 16 au mercredi 22
mars 2017

Les SOCCS ont reçu Patrick Kanner à domicile (864 mots)

Il faut dire que l'équipe est « un bel exemple d'intégration par le sport », pour reprendre l'éloge exprimé par le ministre des Spo...

Page 55



jeudi 16 au mercredi 22
mars 2017

UNE SALLE DE SPORT TOUTE NEUVE (386 mots)

Saulzoir L'ouverture de la nouvelle salle de sport est imminente. 1000 m2 destiné à la pratique sportive pour un coût d'environ 1,4 millions d'euros. Ouv...

Page 57

CARNET

(1 article)



jeudi 16 au mercredi 22
mars 2017

François Decoster réélu à l'unanimité (500 mots)

La composition du conseil du SMFM a été un peu modifiée, suite à la création de la Cap...

Page 59

POLITIQUE RÉGIONALE

(5 articles)



vendredi 17 au jeudi 23
mars 2017

Laurent Coulon se présente sur la 12e circonscription (295 mots)

Le Catésien est sorti du bois. Il affiche clairement ses ambitions en voulant être le prochain député. LÉGISLATIVES Pas de doute, les législatives ne s...

Page 61

L'Observateur
du Valenciennois

vendredi 17 au jeudi 23
mars 2017

S. CHENU DÉTERMINÉ Le FN veut faire basculer le Denaisis

(425 mots)

19ÈME CIRCONSCRIPTION Après le Parti Communiste la semaine dernière, c'est au Front national de se lancer officiellement pour les législatives. La rume...

Page 62

L'Observateur
du Douaisis

jeudi 16 au mercredi 22
mars 2017

VOTE FN AUX LÉGISLATIVES Sébastien Chenu prédit un raz de marée

(386 mots)

POLITIQUE En cas de victoire de Marine Le Pen à l'élection présidentielle, le Front national espère remporter deux circonscriptions dans le Douaisis. C...

Page 63

L'Avenir
de l'Artois

mercredi 15 au mardi
21 mars 2017

Législatives: Alexandre Malfait investi

(150 mots)

Alors que la France a le regard tourné vers la prochaine élection présidentielle, n'oublions pas les élections législatives...

Page 64

LaSemaine
dans le Boulonnais

mercredi 15 au mardi
21 mars 2017

Une candidate pré-investie

(257 mots)

WISSANT Cédric Fasquelle, élu municipal à Guînes et Christophe Marécaux, conseiller régional, se sont réunis autour de Mari...

Page 65

P - EMPLOI ET
DÉVELOPPEMENT
ÉCONOMIQUE

La Maison du développement économique ouvre ses portes



L'ensemble des acteurs devant la nouvelle MDE, une plate-forme d'accompagnement de l'entreprise. Opérationnelle dès maintenant, elle ne sera inaugurée que le 26 avril.

Avant son inauguration du 26 avril, la nouvelle Maison du développement économique (MDE) a ouvert ses portes, au 16 place Victor-Hugo. « Le développement écono-

mique n'attend pas, a justifié François Decoster, les portes ouvertes ont été organisées pour pouvoir rendre le lieu opérationnel. »

« En octobre 2014, on en a parlé, c'était presque un rêve », se souvient Daniel Pecqueur, le président de Sofie. L'immeuble a été acheté par la Caso en juin 2015, avec ce projet en tête. « L'idée était de créer un endroit d'aide au développement de l'entreprise, pour que le porteur d'un projet vienne avec toutes ses questions, et y trouve un maximum de réponses ».

La CCI Grand Lille, qui occupait les lieux jusque-là, a remis le flambeau à la MDE, qui peut désormais prendre sa mission à bras-le-corps. « C'est un guichet unique pour l'Audomarois, un outil que nos voisins envient ! », s'est exclamé François Decoster. La plate-forme de la place Victor-Hugo réunit 14 organismes à l'heure actuelle, dont la Capso, le Medef, la CCI, la chambre des métiers et de l'artisanat, et Sofie. C'est à cette dernière que le conseil communautaire a confié la gestion de la Maison, et ce jusqu'au 31 décembre 2017. ■



Le Geiq des Flandres recherche des salariés

Groupement d'employeurs créé en 1998, le Geiq aide depuis plusieurs années les entreprises agricoles. Aujourd'hui, 300 d'entre elles lui font d'ailleurs confiance. «On embauche des jeunes ou moins jeunes qui veulent travailler et on s'adapte aux besoins des entreprises», explique Laurent Declercq, président du Geiq rural des Flandres. Les personnes qui se signalent au groupe sont ainsi proposées aux entreprises, selon leurs qualités, pour y travailler. «Il faut vouloir travailler et s'investir dans son boulot. La moitié de nos contrats ne sont pas issus du monde agricole», enchaîne Dominique Paccou, directeur de la structure. Ouvert, le Geiq l'est. Mais les candidatures ne se bousculent pas forcément.

Objectif 40 contrats en fin d'année

Actuellement, le Geiq compte 17 contrats en cours. Une dizaine d'autres devrait être signés dans les prochaines semaines. Mais face à une demande croissante, ce chiffre reste insuffisant. «Je reçois deux CV par semaine, il m'en faudrait beaucoup plus», sourit Dominique Paccou, tout en reconnaissant que le savoir-être des candidats est primordial. Autrement dit, pour postuler, il faut être sérieux et volontaire. «Je reçois deux CV par semaine, il m'en faudrait beaucoup plus» Dominique Paccou Il en va de la crédibilité du Geiq qui envoie ensuite les personnes auprès des entreprises. Des perspectives existent en tout cas, d'autant que le

Geiq vient de recruter deux chargés de mission qui vont s'atteler à développer la structure sur le littoral et dans l'Avesnois. «Des jeunes sont arrivés ici en n'y connaissant rien. Ils sont aujourd'hui en CDI.» Maxime Combe Pour postuler, contacter le geiq par mail geiq.flandres@nordnet.fr ou par courrier à Geiq rural des Flandres - ZA La Creule. Une réunion d'information est organisée le lundi 27 mars à 10h30 dans les locaux du Pôle emploi d'Hazebrouck au sujet d'une préparatoire opérationnelle à l'emploi pour devenir ouvrier du paysage. ■



**VP1 - SOLIDARITÉS AVEC
LES TERRITOIRES, CONTRAT
DE PLAN ETAT-RÉGIO..**

PLAN BASSIN MINIER Des élus critiquent le Gouvernement

ECONOMIE Après l'annonce du Gouvernement d'un « plan de renouveau pour le bassin minier », plusieurs élus locaux ont fait part de leur réserve.

Il n'aura pas fallu longtemps pour que les critiques soient formulées. Quelques jours après l'annonce du Gouvernement en faveur bassin minier, plusieurs élus locaux ont affiché leur critique sur la priorité et la méthode du Plan de renouveau du bassin minier. Le 7 mars dernier, le Premier ministre Bernard Cazeneuve a annoncé un engagement sur 10 ans. Plusieurs objectifs ont été fixés notamment la rénovation thermique des cités minières. Cela concerne 23 000 logements.

« NE CRACHONS PAS DANS LA SOUPE »

Déjà, en février dernier, les conseillers régionaux UDI avait critiqué la méthode du Gouvernement et la priorité accordée à l'habitat. « Pour nous élus du groupe UDI, il nous paraît essentiel à placer au premier rang des

priorités le développement économique du bassin minier et les volets emploi et formation dans une approche globale, pouvait-on lire dans une motion. Il serait inutile de faire de la réhabilitation énergétique dans les logements miniers si tous les aménagements urbains indispensables pour créer de l'attractivité territoriale ne sont pas envisagés et si le développement économique n'était pas au rendez-vous. » Une position reformulée par Jean-Paul Fontaine, maire UDI de Lallaing, quelques minutes après les discours du Premier ministre. D'autres critiques ont été émises par Frédéric Nihous, conseiller régional LR et candidat aux élections législatives. « *Il y a beaucoup de recyclage ou de réécriture de crédits ou d'opérations déjà annoncées, estime-t-il. Même s'il y a des choses intéressantes et de l'argent, finalement l'Etat vient redistribuer*

l'argent qu'il a lui même ponctionné sur les baisses de dotations aux collectivités. Le compte n'y est pas mais ne crachons pas dans la soupe c'est toujours ça de pris. »

Une autre critique est venue d'un élu divers droite. « *Pour mettre en oeuvre ce plan il nous faut un haut fonctionnaire capable de faire avancer les dossiers. Et non pas créer une structure dédiée qui nous ferait perdre beaucoup de temps. »* ■



Jean-Paul Fontaine, maire UDI de Lallaing, a réagi aux annonces du Premier ministre.

par Laurent Goudet



UBRIQUE 20 millions investis en faveur du territoire

Le contrat de développement territorial pour Calais et le Calaisis prévoit d'allouer 155 millions d'euros au territoire d'ici 2020. Les premiers projets ont vu le jour.



Les crédits sont répartis en trois axes : économie, développement du territoire et transition écologique.

Le contrat de développement territorial pour Calais et le Calaisis, signé le 13 novembre 2015, mobilise, d'ici 2020, 155 millions d'euros au total dont 50 millions d'euros de crédits de l'État, pour soutenir Calais et son territoire affectés par les conséquences de la crise migratoire.

Près de seize mois après la signature de ce contrat, des avancées significatives ont été présentées au comité de pilotage. L'État a d'ores et déjà déployé plus de vingt millions d'euros pour le territoire sur des actions précises. Ces crédits sont répartis selon les trois axes du contrat.

Ainsi près de six millions d'euros ont été alloués pour soutenir l'économie et l'emploi avec une participation au fonds d'études pour le parc d'attraction « *Heroic Land* » pour 980 000 euros, l'équipement en très haut débit de zones d'activité pour 1,28 million d'euros, le soutien à des formations pour 2,8 millions d'euros, le soutien à l'investissement de l'école des langues : 200 000 euros, le financement d'un poste de chargé de mission auprès de Calais Promotion : 20 000 euros et enfin un soutien au commerce calaisien à hauteur de 500 000 euros.

Au niveau du développement de l'attractivité du territoire : près de neuf millions d'euros ont été alloués pour l'aménagement du front de mer : 8,67 millions d'euros et une étude de mobilité pour le développement de l'aéroport de Calais-Dunkerque pour 250 000 euros.

En fin le dispositif prévoit d'assurer la transition écologique et énergé-

tique grâce à une enveloppe de 5,5 millions d'euros avec des travaux d'assainissement pour quatre millions d'euros et des travaux eau potable pour 1,55 million d'euros.

De leur côté, la Ville de Calais et la Communauté d'agglomération Grand Calais Terres et Mers ont consacré à la mise en œuvre du contrat, en 2016, plus de six millions d'euros.

En octobre 2015, le Premier ministre a exprimé la solidarité nationale en mobilisant de façon exceptionnelle 50 millions de crédits de l'État pour ce territoire. Le Conseil régional et le Conseil départemental du Pas-de-Calais se sont joints à cette mobilisation en apportant respectivement 25 millions d'euros et 32 millions. Ces sommes s'ajoutent à celles de la ville de Calais et la communauté d'agglomération soit 48 millions d'euros. ■



LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION PREND DE LA VITESSE

La Capso enclenche la troisième

Le troisième conseil communautaire, qui s'est tenu le vendredi 10 mars, a rappelé que la Capso avait encore de la route avant d'atteindre sa vitesse de croisière. Charte de gouvernance, Maison du développement économique, arrivée de l'entreprise Flandres Béton sur le territoire, soutien aux entreprises et aux associations sportives, etc : la Capso passe la troisième.



Aucune délibération n'a suscité de remarques ou d'oppositions particulières.

François Decoster, président de la récente communauté d'agglomération, aime parler d'« intelligence collective ». Ce serait la base d'une bonne entente entre les 53 communes qui forment la Capso. Deux bases plutôt qu'une : la charte de gouvernance, validée par le conseil, qui pose « les principes fondamentaux du projet de territoire », et la conférence des maires, nouvelle instance qui se réunit deux fois par mois, pour « mettre en œuvre un dialogue territorial équilibré ». Il fallait bien commencer par là, pour introduire ce troisième conseil communautaire. Concrètement, quelles sont les grandes lignes à retenir ?

Rapprochement avec la communauté du pays de Lumbres

Deux bases de gouvernance ? Plutôt trois, comme la troisième vitesse. À peine la Capso voit-elle le jour qu'elle cherche à agrandir ses frontières. « On a pu croire que la Capso allait être coupée de la CCPL, et bien c'est le contraire », corrige François De-

coster, en annonçant le champ d'action d'une entente intercommunautaire : tourisme, sport, ruralité, santé, mobilité, environnement, numérique, information et développement économique. Le Pays de Saint-Omer financerait à hauteur de 82%, et la CCPL pour 18%.

Une centrale à béton à Arques

Une centrale à béton à Arques La Capso ouvre ses portes à Flandres Béton, du groupe De Brabandere, pour la future installation d'une centrale à béton. Une surface de 3 ha, à la porte multimodale de l'Aa, à proximité du canal de Neufossé, à Arques, devrait lui être vendue 15€ le m². Cette « troisième entreprise flamande qui s'implante sur le territoire », devrait créer 10 à 15 emplois.



Les conseillers communautaires réunis au nom de l'intelligence collective. L'édifice prend forme.

Soutien aux entreprises...

En attendant les nouveaux dispositifs régionaux d'accompagnement, le conseil communautaire a entendu

maintenir l'aide de minimis (règle européenne selon laquelle une entreprise ne peut recevoir plus de 200.000€ pendant trois ans) ainsi que le dispositif de soutien à l'égard des TPE et PME, pour 2017.

...et aux manifestations sportives

Les manifestations d'envergures nationale et internationale, comme les championnats de France de cyclisme sur route en juin, contribuent au rayonnement du pays de Saint-Omer. C'est dans ce contexte que le conseil communautaire a accepté d'allouer des sommes, allant de 3.000 à 7.000€, pour, entre autres, le tournoi international de badminton, la coupe d'Europe de kayak-polo, la course des Géants et le gala de boxe.

Majoration du tarif petite-enfance pour les familles extérieures

Quand elle ne propose pas d'entente intercommunautaire, la Capso fait payer le prix fort aux personnes extérieures, « afin de privilégier le service rendu aux habitants du territoire », précise Florence Wozny, déléguée à la petite enfance. Une majoration de 20% du tarif horaire sera donc appliquée aux familles extérieures.

Un peu plus que prévu pour la maison de santé d'Éperlecques

Sur le tapis lors du deuxième conseil
communautaire, le projet de maison

de santé pluri-professionnelle, basée
à Éperlecques, revient à la charge. Le
plan de financement a un peu chan-
gé : 2.086.147€ sont nécessaires pour
la démolition, les travaux, les pan-
neaux photovoltaïques et
l'ingénierie, au lieu des 1.849.580€

annoncés précédemment. La Capso
en est au stade des subventions, qui
seront adressées au conseil régional.

■

par Lr



VP2 - TRANSPORTS,
INFRASTRUCTURES DE
TRANSPORT...

Hauts-de-France : une seule plateforme pour tous vos trajets



Le vice-président de la Région, Gérald Darmanin loue ce nouveau service mis en place.

Depuis lundi 13 mars, la plateforme passpass.fr est en ligne sur le web. Un outil déployé dans la région Hauts-de-France (Nord et Pas-de-Calais seulement pour le moment) qui permet aux usagers de trouver le meilleur itinéraire pour voyager.

« **L'information voyageur se trouve désormais rassemblée en un seul site, des trains aux services de bus mais pas seulement. Le site renseigne sur les aires de covoiturage, les bornes de recharge élec-**

trique, les stations d'autopartage ou de vélos en libre-service », commente le vice-président de la Région Gérald Darmanin.

Une vraie révolution puisqu'il s'agira d'une première en France lorsque le projet sera arrivé à son terme, c'est-à-dire qu'il permettra la vente d'un seul titre pour l'ensemble d'un trajet. **« L'objectif est fixé à juin 2018. C'est aussi la même année que quatre partenaires vont rejoindre la communauté : Artois-Gohelle, Valenciennes, Saint-Omer et Boulogne-sur-Mer »**, assure Gérald Darmanin.

Bientôt les taxis, avions et ferries

Aujourd'hui, le site réunit six réseaux : les TER, Arc-en-ciel, Transpole et les réseaux de Calais, Dunkerque et Cambrai. **« Courant 2017, début 2018, s'ajouteront notamment les taxis, les transports à la**

demande, les liaisons transmanche ou encore les départs des avions depuis Lesquin et Beauvais ». Le dispositif devrait être aussi étendu à l'ensemble de l'ex-région Picardie durant ce laps de temps.

De quoi faciliter la vie des usagers et les inciter à utiliser les transports en commun. **« Le site va aussi apporter de nombreuses informations aux collectivités sur leurs propres réseaux, permettant si besoin de les améliorer »**, précise le vice-président.

Au total, la mise en place de ce site représente un investissement de 15 millions d'euros qui comprend également sa gestion, sa maintenance et son élargissement permanent. **« À terme, il donnera des informations en temps réel. C'est un enjeu très important »**, conclut Gérald Darmanin. ■

par N.d



La (fausse) piste de l'autoroute atlantique

>Enterré puis relancé la même année, en 2015, le projet d'« autoroute » ferroviaire atlantique refait surface. Il était à l'ordre du jour du dernier comité de pilotage pour la redynamisation du triage SNCF de Somain, dans le Douaisis.

Le site pourrait être retenu comme l'un des terminaux de cet axe reliant la France et l'Espagne. Mais le député Jean-Jacques Candelier, qui suit le dossier depuis des années, demeure prudent, voire sceptique. « Rien n'est encore fait. Huit sites sont en concurren-

ce et cela ne concernerait "que" 10 à 20 emplois à l'horizon 2023-2025 ».

Dans le Douaisis, où le chômage frappe de nombreuses familles, « la population et les cheminots sont désabusés vis-à-vis des promesses qui (ne sont) pas suivies d'actes concrets », rappelle le député communiste. « Le gouvernement, par la signature du Premier ministre, vient de s'engager à "offrir un avenir au triage". C'est bien. Mais je ne peux m'empêcher de remarquer que cela fait un an jour pour jour que ce même gouvernement a décrété un moratoire pour protéger l'activité de

triage sur le site de Somain et que cela n'a pas empêché la disparition de postes et de services. La réalité, c'est que malgré les projets, la gare de triage continue sa lente agonie », souligne encore le parlementaire. « Si je reste pleinement mobilisé pour offrir un avenir au triage, je ne suis pas dupe de ces nouvelles promesses qui arrivent, comme par magie, en pleine période électorale ». Et l'élu communiste d'« exiger que l'Etat et la SNCF mettent tout en œuvre pour sauvegarder et développer ce site ». ■



TOURISME LES HAUTS-DE FRANCE DANS LE TOP 5 DES RÉGIONS QUI PROGRESSEDENT.

Un bilan touristique 2016 positif



La clientèle britannique est restée stable en 2016, malgré le Brexit et le contexte de Calais.

Avec 9 111 396 nuitées hôtelières en 2016, le nombre de nuitées en Hauts-de-France connaît une évolution positive quelles que soient les clientèles : + 1,1 % pour les Français et + 5,3 % pour les clientèles étrangères. Le taux d'occupation annuel augmente quant à lui de 1,5 point (59,1 %). Des chiffres qui placent les Hauts-de-France dans le top 5 des régions françaises qui progressent. Selon Frédéric Leturque, président des Comités régionaux de tourisme (CRT) Picardie et Nord-Pas de Calais, la régularité de cette progression des nuitées (elle était de + 2,6 % en 2015) valide la pertinence des choix stratégiques du CRT (en matière de gouvernance, de positionnement et d'organisation) et le poids des atouts touristiques de la « nouvelle » région.

En Hauts-de-France, les raisons de rester optimistes sont nombreuses.

C'est une région frontalière avec plus de 100 millions de visiteurs potentiels à 3 h de transport. Au cœur de l'Europe, les professionnels du tourisme des Hauts-de-France accueillent une clientèle importante venue d'Ile-de-France (1/4 des nuitées françaises), des pays européens (91,7 % des nuitées étrangères, + 5,3 % en 2016). La clientèle britannique est restée stable en 2016, malgré le Brexit et le contexte de Calais.

La proximité et la complémentarité avec Paris, première destination mondiale est un atout. C'est la porte d'entrée naturelle pour les clientèles lointaines. Les visiteurs chinois en Hauts-de-France ont été plus nombreux qu'en 2015 grâce aux partenariats personnalisés du CRT avec les tours opérateurs spécialistes de la destination Europe, le positionnement de la région (« Hauts-de-France, le jardin royal de Paris ») répondant explicitement à leur intérêt pour les destinations offrant un art de vivre « à la française » encore authentique en plus d'un patrimoine historique riche.

La région a également enregistré + 19,1 % de nuitées en provenance d'Amérique du Nord en 2016. Bonus également pour les clientèles en provenance d'Inde, ainsi que du Canada, d'Australie et de Nouvelle-Zélande

pour le tourisme de mémoire. Cette proximité géographique immédiate amène aussi une clientèle d'affaires qui représente 62,1 % des nuitées hôtelières des Hauts-de-France, complétant les touristes en quête de week-ends essourçants proches des zones fortement urbanisées.

Grâce à la taille du marché régional (6 millions d'habitants, soit la troisième région française), le tourisme infra-régional assure déjà un quart des nuitées et le Conseil régional vient de s'engager dans une démarche d'attractivité globale : « prise de conscience » et « fierté d'appartenance », la démarche intéressante au premier chef les habitants eux-mêmes.

La diversité de l'offre touristique répond aux attentes diversifiées des visiteurs : • 200 km de côtes ; • de grands espaces naturels préservés dont 60 000 hectares de forêt (le plus vaste massif d'Europe) ; • des musées « phares » (Louvre-Lens, Mus'Verre, Musée Condé de Chantilly) ; • des villes attractives pour des city-breaks en pleine expansion ; • l'image des « gens du Nord », dont la simplicité et la convivialité naturelles est intrinsèquement une promesse de qualité d'accueil et de lien humain « vrai ». ■



DE RETOUR DU SALON DE L'AGRICULTURE

Les Offices de tourisme étaient à l'honneur



La pose photo souvenir.

Dimanche dernier, un bus était organisé pour se rendre au Salon de l'agriculture à Paris.

Ce jour-là, sur le stand de la Région Hauts-de-France, la destination 7 Vallées Ternois était mise à l'honneur avec l'animation médiévale du Centre historique d'Azincourt. Le public est venu nombreux découvrir la nouvelle carte touristique, les combats de chevaliers ont attiré les enfants et retenu les parents sur le stand. Belle collaboration entre la Région Hauts-de-France, la destination 7 Vallées Ternois via les Offices de tourisme des

7 Vallées et du Ternois et 7 Vallées Comm.

A noter La destination 7 Vallées Ternois sera représentée les 25 et 26 mars à Locon, 26 mars à Lillers, du 1er au 9 avril aux RICV (rencontres internationales de cerfs-volants) de Berck-sur-Mer, le 27 avril au salon CE à Bagatelle, aux Journées doullennaises des jardins d'agrément les 27 et 28 mai à Doullens. ■



VP4 - DÉVELOPPEMENT
DURABLE, TRI, TRANSITION
ÉNERGÉTIQUE...

Le Nord-Arrageois se met au vert

En 2003, la CUA lance son projet de maillage boisé, une initiative visant à privilégier la biodiversité. 2017, en marque la deuxième phase, avec la réalisation d'aménagements de verdure et de passages à faune. 1Le maillage boisé, kezaoko? C'est un projet d'aménagement du territoire visant à préserver et enrichir la biodiversité, qui se base sur des réservoirs et des corridors biologiques ainsi que sur des espaces récréatifs respectueux de l'environnement. 2Où? Cette «trame verte et bleue», comme la nomment les instigateurs de ce projet, s'articule autour des deux axes structurants que sont la vallée

de la Scarpe, s'écoulant d'ouest en est, et la vallée du Crinchon, s'écoulant du sud au nord du territoire. À ce jour, de nombreux espaces ont déjà été aménagés et plantés. 3Comment? Les principes d'aménagement se présentent en deux maillages. Un premier qui s'attache à la reconnexion des boisements du nord à la vallée de la Scarpe au sud et un second maillage permettant à la biodiversité de se disperser et de reconquérir des secteurs très appauvris du territoire. 7 passages à faune ont été aménagés pour renforcer la continuité écologique et fonctionnelle du maillage boisé. Cet amé-

nagement du territoire s'est constitué en collaboration avec la chambre d'agriculture et les associations de chasseurs du territoire. 4Le projet en chiffres Le maillage boisé c'est: 72 202 mètres linéaires de haies, 9 915 m de haies élargies, 2 961 mètres linéaires d'arbres, 16,63 hectares de boisements nobles, 31,43 hectares de bandes boisées. Le coût des travaux de plantation du maillage boisé s'élève à 1 632 000 euros. Le Conseil Régional y a investi à hauteur de 456 307 euros alors que l'Union Européenne a investi 420 309 euros. Alice Barczyk ■



«Nous voulons miser sur une amélioration la qualité de vie»

Thierry Spas, vice-président chargé de l'environnement de la communauté urbaine d'Arras, est l'un des élus à l'initiative du projet du maillage boisé. Il revient sur les bénéfices de ce projet. Le territoire de la CUA a été labellisé Territoire à énergie positive pour la croissance verte. Depuis 2003, l'institution s'est engagée dans un vaste projet de reboisement et de préservation de la biodiversité sur tout le territoire. «Et cette année, explique Thierry Spas, marque la deuxième étape du projet. Actiparc, est en effet un maillon essentiel du maillage boisé.» Au cœur du pro-

jet, Actiparc va se voir totalement transformer: «la communauté urbaine d'Arras a choisi d'y aménager de véritables bandes boisées, qui atteindront jusqu'à 40 mètres de largeur. Elles seront desservies par un chemin d'accès qui permettra la promenade et la détente aux randonneurs, visiteurs ou aux employés du parc d'activités», précise l'élu.

Un projet plébiscité

La CUA s'est inscrite dans une démarche durable: «Nous voulons miser sur une amélioration de la qualité

de vie», c'est pourquoi ce projet a été élaboré avec les chasseurs et les agriculteurs. «Aucune terre agricole n'a été réquisitionnée pour la réalisation du maillage boisé», précise Thierry Spas. Et le projet a été bien reçu, aussi bien par les agriculteurs que par les chasseurs «car il va contribuer à l'attractivité de la zone sans compter qu'il va favoriser le retour de certaines espèces animales ainsi que des insectes pollinisateurs.» ■



Le marais de la falaise est planté

Bêche en mains, les élèves de cours moyens de Laurence Mailly ont été très actifs pour terminer les plantations dans le marais de la falaise. Propriété communale de plus de 3 hectares, le marais était planté de peupliers qui ont été abattus. Mais pas question pour l'équipe municipale de laisser vacant cet espace, longeant la Canche. Un projet de plantation a donc été mis en place au cours du précédent mandat mais les choses ont traîné en longueur. «Le marais de la falaise est devenu un espace propice à la découverte et à la détente en famille» Pascal Pocholle «Grâce à Olivier Masset du pays des 7 Vallées que je remercie, nous avons abouti», indique le maire Pascal Pocholle. Après le curage de la mare et

la plantation de saules têtards sur les pourtours, c'est un projet de plus grande envergure qui a été réalisé par Arnaud Deltour, paysagiste spécialisé dans les plantations. Commencé en octobre 2015, ce chantier a permis l'installation de 2000 arbres (chênes, bouleaux, aulnes glutineux, érables sycomores). Pour planter les 50 derniers chênes, les enfants de l'école sont venus prêter mains fortes. Les jeunes ont été associés à ce projet environnemental et dans les prochaines années, ils pourront dire: «cet arbre, c'est moi qui l'ai planté!». Une action bénéfique pour ces enfants sensibilisés à Dame nature et à sa protection. Ce projet a coûté aux alentours de 12 000 euros, somme subventionnée à 80% par la Région des Hauts-

de-France via la maison du bois. Le marais de la falaise est désormais un lieu de balade mais aussi de détente en famille avec dès le printemps, des tables et des bancs installés pour pique-niquer. La rue du marais devrait être fréquentée pendant la période estivale pour rejoindre ce lieu mais elle verra bientôt s'ériger de nouvelles habitations puisque la commune possède un terrain de 4200m² mis en vente en 4 parcelles pour des constructions. Les nouveaux habitants de ce quartier auront une vue sur le marais de la falaise, donc un cadre très agréable. Mauricette FAÏ ■



Le marais de la falaise

Le marais de la falaise Situé au cœur du village mais bien caché derrière la falaise d'où son nom, le marais est traversé par la Canche, rivière où on pratique la pêche. Il est également sur le tracé d'un sentier pédestre pour des balades vivifiantes.

Zone humide identifiée à l'inventaire du patrimoine naturel, cet espace est habité par une belle végétation mais aussi par quelques espèces animales: l'agrion porte coupe à ne pas confondre avec les libellules ou encore le triton alpestre, la grenouille

rousse qui se reproduisent dans la mare. Avec ces aménagements et l'entretien régulier, le marais de la falaise devient un site à découvrir mais surtout à respecter. ■



COMITÉ SYNDICAL DU SMAGEAA

Le syndicat mixte a les moyens de ses ambitions

C'est en mairie de Blendecques, mardi soir, que le SmageAa a réuni ses délégués. Première délibération à l'ordre du jour, l'approbation du déménagement, de la Poudrerie d'Esquerdes vers la Maison du papier dans la même commune (notre édition du 9 mars). Un petit pas pour le SmageAa, mais un pas de géant pour son développement. En effet, le syndicat va pouvoir développer des activités d'animations pédagogiques, sur le papier, mais aussi sur l'eau et les inondations. Néanmoins, le projet se limite à l'accueil de groupes et ne comprend aucune valorisation touristique (pas d'ouverture au public, pas de boutique...) Ce déménagement permettra surtout de regrouper l'ensemble des services et notamment l'animatrice de la commission locale de l'eau qui, faute de place, est toujours hébergée par le parc des caps et marais d'Opale à Le Wast. Reste maintenant aux élus du Parc à approuver la vente de la Maison du papier à la CCPL.

À noter que l'installation du SmageAa dans ses nouveaux locaux aura une incidence au budget de fonctionnement de l'ordre de 10.000€.

4,2 millions de dépenses réelles en 2017

L'autre gros dossier de ce comité syndical, le vote du budget. Il est de 4,2 millions d'euros de dépenses réelles, dont 2,8 millions d'euros en investissement : « Nous sommes un syndicat d'investissement. Sur la durée du Plan de prévention des inondations (Papi), c'est-à-dire de

2012-2020, ce sont plus de 20 millions d'euros qui seront investis dans la prévention des inondations sur le territoire et 3,5 millions sur le volet gestion des milieux », a rappelé Christian Denis, président du SmageAa. Il est bon de savoir que les programmes d'investissements sont financés à près de 80 % sur le volet inondations et 90 % sur le volet milieux aquatiques. On pourrait penser qu'il ne reste plus grand-chose à la charge des collectivités adhérentes. Néanmoins, pour 2017, elles verseront 700.000€ au total, une augmentation de 4% par rapport à 2016. En effet, fin 2012, les collectivités ont voté pour une augmentation progressive des cotisations jusqu'en 2020. Parmi les chantiers marquants en 2017, il y aura l'achèvement du champ d'inondation contrôlé sur Fauquembergues-Renty et l'aménagement du site du Moulin de Mombreux à Lumbres dans le cadre de la restauration écologique.

Christian Denis ne s'est pas privé de lire le compte-rendu d'expertise menée par KPMG, « cette prospective est rassurante. Nous avons la preuve que nos objectifs sont réalisables. Nous avons les moyens de nos investissements. » À ce jour, le SmageAa n'a aucun endettement et les résultats de ses travaux sont bien visibles, ne serait-ce que par une diminution des désordres hydrauliques.

À travers l'ordre du jour

Ouve-Wirquin. Tout le monde se souvient de l'enclos de pêche qui a cessé son activité il y a quelques années. Les étangs en amont vont re-

trouver leur état naturel et une noue sera créée. En aval, les plans d'eau seront transformés en pâture-verger. Les berges de l'ancien vivier retrouveront également un aspect plus naturel. Coût des travaux qui devraient démarrer cet été : 126.114€, intégralement subventionnés par l'Agence de l'eau et le conseil régional.



Christian Denis, à la tête d'une structure qui ne connaît pas la dette, a vivement félicité son personnel.

Wavrans-sur-l'Aa. Le site de l'ancienne pisciculture d'Assinghem, propriété de M. et M^{me} Hervieu, va être remis à l'état naturel. Ces travaux comprennent l'effacement de 64 bassins bétonnés et les berges des fossés d'alimentation et d'évacuation seront adoucies. Un verger conservatoire sera planté et la rive droite de l'Aa sera modifiée pour obtenir une pente plus naturelle. Des éléments de l'ancienne activité seront conservés (quelques bassins et des tronçons de voies ferrées). Le coût des travaux, qui devraient débuter à l'été 2018, est estimé à 347.757€, intégralement financés par l'Agence de l'eau et le conseil régional.

Merck-Saint-Liévin. Dans le cadre de la restauration de la continuité écologique au niveau du Moulin Suzette, il sera procédé à l'effacement du barrage, et à la réalisation d'un nouveau lit de rivière avec une pente

plus douce. Les berges seront végétalisées et la fosse de dissipation comblée. Le coût est estimé à 260.000€. Il faut y ajouter l'acquisition de 350m²

d'une pâture pour un montant de 497€. Le chantier ne démarrera pas avant au moins 2018. ■

par Frédéric Berteloot



La secrétaire d'État Barbara Pompili découvre les merveilles de la vallée

Secrétaire d'État chargée de la biodiversité, Barbara Pompili était en visite sur le territoire du futur parc naturel régional. Elle a découvert les richesses de la vallée de la Somme, à la maison des marais de Longpré et à la maison éclusière de Long.

En attendant le parc naturel régional. « **Ces marais pourraient devenir l'une des portes d'entrée du futur parc naturel régional** », estime René Cailleux. Ce lundi matin, le maire de Long-pré-les-Corps-Saints accueillait un membre du gouvernement à la maison des marais : la secrétaire d'État chargée de la biodiversité Barbara Pompili.

Cette phrase prononcée face à la grande étendue des marais embrumés n'avait rien d'innocente : la maison des marais, comme la maison éclusière de Long ouverte en 2016, sont des équipements incontournables dans ce projet de parc naturel régional (PNR), des lieux ouverts au public qui permettent de mieux découvrir les richesses de la vallée de la Somme.

« **Quelle magnifique porte d'entrée !** » s'enthousiasme Barbara Pompili. Si la secrétaire d'État était en visite dans la Somme, ce lundi, c'était justement pour apporter son soutien à ce projet de PNR, découvrir les richesses de ce territoire (après la vallée, elle s'est rendue en forêt de Crécy et à la Pointe du Hourdel), et échanger avec les différents acteurs du projet.

« **Il y a ici un potentiel énorme à développer**, ajoute-t-elle. **Sur ce territoire, il y a déjà une attirance**

bien naturelle vers la Baie de Somme. Mais il faut montrer que les merveilles sont aussi ailleurs, et c'est certainement l'un des aspects du PNR, qui est un projet qui avance bien aujourd'hui. »



Avec les élus locaux et le président de Baie de Somme 3 Vallées Nicolas Dumont, Barbara Pompili a découvert les propriétés de la tourbe (avec le guide de la maison des marais Patrick Guidé) et l'exposition de chouettes réalisées par les écoliers à Long

Longtemps, la côte picarde a monopolisé tous les efforts en terme de tourisme. Mais la tendance s'est inversée depuis une dizaine d'années, notamment avec le Grand Projet Vallée de Somme du Département. « **Nous avons aussi pris conscience que nous avons la chance de vivre dans un territoire riche de sa diversité, de son biotope** », rappelle René Cailleux.

« **Avec nos voisins de Long, nous avons la même vision en terme de tourisme**, ajoute le maire de Long-

pré. **Et c'est important : nous pouvons peut-être attirer les touristes pour une matinée. Mais il faut chercher à les faire venir sur plusieurs jours, et ça ne peut être fait qu'en travaillant ensemble.** » Une volonté affichée que la secrétaire d'État a pu confirmer lors de son étape suivante, à la maison éclusière de Long.

Ce rapprochement sera amplifié si, comme les élus l'espèrent, le PNR Baie de Somme Picardie Maritime se concrétise dans les prochains mois. Après une année marquée par le premier avis intermédiaire positif, et par l'adoption de la charte, 2017 sera une année décisive pour cela, avec notamment la réalisation de l'enquête publique.

« **Cela attirera du monde, il faudra que vous gériez la foule !** » prévient Barbara Pompili. À quoi René Cailleux répond avec un sourire : « **Ça ira, nous sommes prêts. On est passé en quelques années de quelques centaines de visiteurs à plusieurs milliers, et le marais est toujours dans un bel état. La prise de conscience concerne aussi les usagers, et notamment les enfants qui fréquentent les lieux.** » ■

par Olivier Bacquet

ENCADRÉS DE L'ARTICLE

“ « *Quelle magnifique porte d'entrée !* »

“ « *Il faudra que vous gériez la foule !* »



CHASSE ET NOUVELLES RÉGIONS

Chasseurs, présentez vos projets à vos régions

La nouvelle carte des régions pourrait finalement être source d'opportunités pour les associations investies dans la promotion et le développement de l'activité cynégétique.

Face aux différentes « menaces » qui pèsent sur le monde de la chasse – mitage du territoire, diminution du nombre de pratiquants, réglementations restrictives, développement des courants animalistes –, « la chasse française a besoin d'une organisation forte et en ordre de bataille », rappelait Victor Scherrer, le président du Saint-Hubert Club de France, à l'occasion d'un colloque « Chasse et région : un nouveau défi », au Sénat. S'il existe déjà une organisation en trois échelles de l'administration de la chasse française avec ses fédérations départementales, régionales et sa centrale nationale, la nouvelle carte des régions donne à l'échelon régional un poids plus important. « Les régions sont devenues l'échelon de référence pour la gestion de la biodiversité, de l'environnement et donc de la chasse », insiste M. Scherrer.

Une réforme d'abord contestée

Parmi les participants à ce colloque, on comprend rapidement que la réforme de la carte des régions n'est pas forcément la plus appréciée. Président du groupe « Chasse » au Sénat, Jean-Noël Cardoux parle d'une réforme « écrite sur un coin de table, un soir à l'Élysée ». Celle-ci ayant été adoptée, les nouvelles régions étant encore en train de chercher leurs marques, toute marche arrière est désormais inenvisageable. Pour le président de la fédération départementale des chasseurs des Deux-Sèvres, Guy Guédon, l'heure n'est

donc plus à la lamentation, mais à la recherche d'opportunités : « Il est hors de question d'abandonner l'échelon départemental, tout en admettant que l'échelon régional doit représenter une opportunité ».



« La chasse française a besoin d'une organisation forte et en ordre de bataille », assure Victor Scherrer, le président du Saint-Hubert Club de France.

Les chasseurs se mettent à la page

À l'occasion du Congrès de la Fédération nationale des chasseurs qui se tenait mardi à Paris, ce n'est donc pas tout à fait un hasard si la centrale cynégétique a fait adopter une réforme des statuts des fédérations. Lors du colloque « Chasse et région », le vice-président de la FNC, Alain Durand rappelait ainsi le chantier qui est en train de s'engager : « Le réseau des fédérations doit s'adapter et s'approprier la nouvelle organisation territoriale ainsi que le transfert des compétences que cela induit ». En effet, rappellera

Alain Durand, « la réforme territoriale engendre des bouleversements qui ne sont pas seulement géographiques puisqu'il y a un transfert de la gestion des fonds européens vers les Régions ». Affichant sa volonté d'être un acteur majeur de la préservation de la biodiversité et des milieux naturels, le monde de la chasse entend bien profiter d'une partie des fonds qui y sont dédiés. Sur les treize régions, environ la moitié des fédérations régionales de chasseurs serait aujourd'hui déjà engagées dans des politiques partenariales avec les Conseils régionaux, avec, à la clé, des financements disponibles pour un certain nombre de projets. Pour l'autre moitié de ces fédérations, « il y a encore un gros travail à faire », constate Maître Charles Lagier, avocat conseil de la FNC.

Des élus chasseurs dans les assemblées régionales

Conseiller politique de la FNC, Thierry Coste n'est quant à lui pas tendre avec un monde cynégétique dont il a la charge de défendre les intérêts : « Cela fait vingt ans qu'on est à la traîne », assure-t-il, en prenant à témoin d'autres associations : « Certaines organisations ont gagné des dizaines, voire des centaines de milliers d'euros, rémunéré des centaines de permanents, pendant que le monde de la chasse vivait caché en se faisant dicter la loi par les agriculteurs et les forestiers ». Pour le lobbyiste, « si les chasseurs ont pu être écoutés dans cer-

taines régions, c'est parce qu'il y avait des élus chasseurs dans les assemblées régionales ». L'appel de la FNC, dès septembre 2015, aux présidents des fédérations départementales des chasseurs à se positionner sur des listes « de droite, comme de gauche » en vue des futures élections régionales prend tout son sens. En étant présents dans les hémicycles de plusieurs assemblées régionales, les chasseurs peuvent ainsi faire entendre leurs voix, intégrer des commissions et se positionner sur un certain nombre de politiques en tenant compte de l'intérêt pour l'activité cynégétique.



Guy Harlé d'Ophove, président de la commission « environnement » de la Région Hauts-de-France : « Nous ne finançons plus des associations, mais plutôt des projets structurants ».

Aller en politique ou pas ?

Président de la Fédération des chasseurs de l'Oise, Guy Harlé d'Ophove résume ainsi la situation : « Si on ne va pas en politique, c'est la politique qui s'occupe de nous. Et si on n'intègre pas le système, il finit par nous bouffer ». En décembre 2015, Guy Harlé d'Ophove et plusieurs autres élus des fédérations départementales de chasseurs du Pas-de-Calais, du Nord, de la Somme et de l'Aisne ont ainsi rejoint l'hémicycle régional ; Guy Harlé d'Ophove prenant au passage la présidence de la commission « environnement ». En région Occitanie, la participation des représentants des chasseurs aux travaux de l'assemblée régionale est plus ancienne, selon une méthode rapportée par Ferdinand Jaoul : « On ne fait ni confiance à la droite, ni à la gauche, et on verrouille ce que l'on attend du Conseil régional avant l'élection ». Autrement dit, un certain nombre d'engagements sont « négociés » pour permettre au monde cynégétique de s'assurer de la présence d'élus chasseurs et de sécuriser des financements.

Les conditions de la réussite

Outre la présence d'élus chasseurs dans les assemblées, pour que la mayonnaise prenne, il faudra encore que les fédérations régionales de chasseurs soient en mesure de présenter un certain nombre de projets en lien avec la préservation de la biodiversité, de l'environnement, de l'aménagement du territoire ou d'autres en lien avec leurs missions. Parmi les participants, il est évident que cela ne fait pas débat. Encore faut-il que sur le terrain, les choses suivent. « L'accompagnement des régions au monde de la chasse ne peut se faire que si nous avons des projets à présenter », insiste Thierry Clerc, président de la Fédération interdépartementale des chasseurs d'Ile de France (FICIF). En région Hauts de France, la philosophie est semblable, comme le rapporte Guy Harlé d'Ophove : « Nous avons commencé par couper les vivres à certaines associations écologistes qui tenaient des propos anti-chasse et qui menaient des actions visant à exclure les hommes des territoires. Nous avons aussi pris la décision de ne plus financer des associations, mais plutôt des projets structurants ». Un vrai changement. ■

par Vincent Fermon



La région s'investit

Une rencontre des piégeurs agréés a été organisée, samedi 11 mars, par le groupement de défense contre les organismes nuisibles, le GDON de l'Ondatra, ainsi que les piégeurs professionnels de la Capso, dans le fief de Christian Trupin. Une matinée de mise en pratique.

Il faut savoir qu'en 2016, environ 7.000 rats musqués ont été capturés, un chiffre en légère hausse. « Cette année, la Région va nous accompagner. À partir d'octobre, la queue sera payée 2€ durant 18 mois. Il s'agit d'une expérimentation pour le GDON audomarois et quelques autres. La Région veut s'investir dans ce combat », souligne Marie Lefebvre, présidente. Elle rappelle que les propriétaires ont l'obligation de piéger sur leur propriété et qu'une dérogation a

été accordée par la direction départementale du territoire et de la mer (DDTM) afin que les pièges puissent rester tendus le week-end. Une dérogation accordée pour six mois pour les pièges tueurs tout comme l'autorisation de piégeage en coulée (sur les traces de remontées).



Un regard actuel tend à la création d'un seul GDON sur le territoire de la Capso.

Quant aux piégeurs professionnels de la Capso : Vincent Grandval et Franck Belpalme, ils travaillent dans le marais maraîcher et piègent aussi sur onze communes. Ils posent en moyenne 80 pièges pour une prise annuelle de 1.700 rats.

Des pièges en X avaient été posés, quelques jours plus tôt à l'entrée des galeries dans la rivière Sainte-Claire, qui jouxte le terrain de tir à l'arc. Samedi, les piégeurs sont venus constater les éventuelles prises. Ce fut le cas. Dix rats étaient pris au piège. Une belle moisson. Les participants ont pu une fois de plus constater l'étendue des dégâts occasionnés par l'animal, en observant les berges qui s'effondrent... ■



VP5 - MER ET PORTS, POLITIQUE DU LITTORAL

La Région au secours des fileyeurs

Raréfaction du poisson, diminution des quotas, en particulier pour la sole, augmentation du prix du carburant, météo défavorable... La pêche, secteur clef avec près de 1000 emplois embarqués sur le littoral Côte d'Opale, connaît des difficultés depuis 2013. À cela s'ajoute un manque de visibilité sur l'avenir, en raison du durcissement de la réglementation européenne et des conséquences du Brexit sur la possibilité de continuer de pêcher dans les eaux britanniques. C'est pour aider les professionnels, notamment les artisans fileyeurs de Boulogne-sur-Mer, que la Région Hauts-de-France a décidé de créer un fonds d'urgence de 250000 euros. Mise en place par la sous-préfecture de Boulogne-sur-Mer, une cellule de veille a été chargée d'analyser la situation et d'étudier les demandes

d'aide des entreprises de pêche, en relation avec la Région. C'est l'ancien sous-préfet, Philippe Dieudonné, qui a piloté cette cellule.

14 dossiers boulonnais

Les premiers dossiers de demandes d'aides ont été accueillis favorablement. Aujourd'hui, la Région passe à l'action. Il faut savoir que 14 entreprises de pêche - sur une flottille comprenant près de 200 bateaux, situés pour la plupart dans le port de Boulogne-sur-Mer - ont transmis leur dossier. Un diagnostic de la situation financière a été établi pour chacune d'entre elles et la cellule a émis un avis favorable pour l'allocation d'une aide régionale. Le montant global de cette première enveloppe financière, liée au déploiement du fonds d'urgence alloué aux

professionnels de la pêche, s'élève à 88954,50 euros. Soit un montant d'aide moyen de 5930 euros par navire. Sachez qu'il n'est pas trop tard pour déposer des dossiers. Sur le site Internet des Hauts de France, on peut lire: «Vous êtes pêcheur ou fileyeur et vous êtes confronté à des difficultés économiques ? Contactez la Région» (tel: 0800026080). À noter qu'une partie du fonds bénéficie par ailleurs aux 336 pêcheurs professionnels à pied, sous forme d'allègement du montant de leur licence. Principalement concentrés dans la baie de Somme, les pêcheurs à pied sont confrontés depuis deux ans à une surmortalité des coques, avec des volumes divisés par 7 en une seule année. Stéphane DANGER ■



25 dossiers déposés, 14 retenus

C'est la cellule mise en place par l'ancien sous-préfet de Boulogne, Philippe Dieudonné, qui a géré chaque dossier. Au sein de cette structure créée ex-nihilo, une kyrielle d'institutions: Crédit municipal, Banque de France, experts comptables, DDTM, Direction des Affaires maritimes, Région, Département, organismes professionnels, Direction financière etc, pour mieux cerner la trésorerie de chaque fileyeur. «25 ont déposé un dossier», fait savoir la sous-préfecture. Il s'agit uniquement de fileyeurs. Rappelons que l'activité de ces artisans-pêcheurs est devenue très largement mono-produit, tournée sur la sole, espèce à forte valeur

ajoutée (16 euros le kilo ce mardi matin sur certains étals du quai Gambetta). Revers de la médaille, quand la sole se fait plus rare, la situation financière des fileyeurs se fragilise. Et, quand elle se combine avec la hausse du prix du carburant, elle peut devenir très compliquée. Cette situation touche une grande partie des fileyeurs de la place boulonnaise, ainsi que quelques Dunkerquois. Quatorze, donc, ont été retenus. Si la moyenne des aides est de 5900 euros, certains ont touché plus, d'autres moins. Les plus petits montants sont de 3000 euros environ, le plus important de 10000 euros. Activité partielle pour certains Certains ont éga-

lement bénéficié du dispositif «activité partielle» de l'État, mis en place pour les professionnels, et dont l'activité a été très perturbée au cours des deux dernières années (intempéries, raréfaction de la ressource). Ici, l'aide prend la forme d'une prise en charge des salaires des marins. La cellule est toujours en activité. «Quelques dossiers sont toujours à l'instruction», commente la sous-préfecture. Mais la pêche de la sole bat son plein et on peut espérer, dès lors, que la trésorerie des artisans-pêcheurs s'améliore. ■



Un dock flottant sur le port de Dunkerque

Une installation impressionnante vient d'être inaugurée sur le port de Dunkerque : un dock flottant pour le chantier de réparation navale Damen Shiprepair.

Une installation gigantesque vient tout juste d'être inaugurée au port de Dunkerque. Une inauguration en grande pompe réunissant de nombreuses personnalités. Il faut dire que l'envergure du nouveau dock flottant du chantier de réparation navale Damen Shiprepair méritait bien ça.

Situé à Dunkerque, le chantier de réparation navale Damen Shiprepair Dunkerque bénéficie d'une expertise reconnue dans la réparation navale et la conversion de navires. Il est situé dans le Port Est de Dunkerque, derrière les écluses, garantissant ainsi une hauteur constante du niveau d'eau quel que soit le marnage.

22 000 m² de ponts roulants

Le chantier est équipé de trois formes de radoub (passage en cale sèche), de 750 mètres de quais de réparation et d'un atelier moderne d'une surface de 22 000 m² équipé de ponts roulants de différentes capacités de levage, offrant ainsi une multitude de services spécifiques aux armateurs.

« **La plus grande cale sèche dispose d'une largeur identique à celle de la plus grande écluse du port de Dunkerque et permet ainsi d'accueillir des navires jusque 180 000 tonnes de port en lourd. Le chantier dispose également d'un dock flottant permettant notamment l'accueil des plus grands fer-**

ries en service », commente-t-on du côté du port de Dunkerque.

En 2016, suite à l'obtention du marché public du Grand Port Maritime de Dunkerque, Damen Shiprepair Dunkerque s'était vu confier la tâche de rénover le radier de son dock flottant ; le Dock III. Après quatre mois d'études et de préparation, 170 personnes se sont relayées jour et nuit pour découper et évacuer l'ancien radier, préfabriquer et installer la nouvelle structure puis appliquer un traitement anticorrosion.

« **700 tonnes d'acier ont été remplacées, 12 tonnes de peintures ont été appliquées et 16 kilomètres de soudures ont été réalisés** ». Des chiffres incroyables. D'autant que grâce à une préparation efficace en amont, le renouvellement total du radier n'a pris que trois mois.

En plus de permettre l'accès au Dock III, le ponton Dynamo est équipé de toutes les pompes nécessaires au fonctionnement du Dock III. De plus, il fournit l'eau et l'électricité indispensables au fonctionnement du Dock III et dispose d'une vaste zone de stockage.

Opérationnel pour 25 ans

« **Ce radier neuf, combiné à un nouveau ponton d'accès, appelé Dynamo permettent au Dock III**

d'être opérationnel pour les 25 prochaines années », assure le port de Dunkerque. Le tout grâce à un investissement de 2 M€ réalisé par Damen Shiprepair Dunkerque.



De nombreuses personnalités ont participé à l'inauguration de la nouvelle plateforme. Photo : © Laurent Mayeux

À l'arrivée de Damen en 2012, le Grand Port Maritime de Dunkerque (GPMD) s'était engagé à réaliser des travaux de rénovation sur le dock et les formes de radoub pour un montant global de 7,4 M€. Ce montant a finalement été réévalué à hauteur de 9 M€ dont 7,84 M€ pour le seul dock. L'essentiel du chantier a porté sur des travaux de chaudronnerie (5,46 M€) et de peinture (1,82 M€). Sur l'ensemble du programme de travaux, la Région Hauts-de-France participera à hauteur de 4.6 M€, le reste étant financé par le Port de Dunkerque, propriétaire des installations. ■



VP6 - APPRENTISSAGE

Neuf médaillés aux olympiades des métiers



Les médaillés des Hauts-de-France se sont notamment distingués dans la construction de routes et canalisations. Photo : (@WorldSkillsFR)

Ils se sont préparés pendant des mois et leur talent a été récompensé. Neuf jeunes de l'équipe des Hauts-de-France ont récolté une mé-

daille lors des finales nationales des Olympiades des métiers organisées à Bordeaux du 9 au 11 mars.

Parmi eux, 5 ont obtenu une médaille d'or (Olivier Moussy et Baptiste Verrard en construction de routes et canalisations ; Antoine Saint en couverture métallique ; Aurélien Bruno en administration des systèmes et des réseaux informatiques et Dylan

Ducat en câblage des réseaux très haut débit). Deux ont raflé une médaille d'argent (Gilles Granger en

webdesign et Gaël Hunault en mode et création). Quant à Valentin Juillerat (plomberie et chauffage) et Quentin Masson (technologie automobile), ils sont repartis avec une médaille de bronze.

L'ensemble des médaillés participera aux finales internationales qui se dérouleront aux Émirats Arabes Unis à Abu Dhabi du 15 au 18 octobre. ■

par Cécile Huyghe



Incheville-eu. Deux jeunes médaillés aux Olympiades nationales des métiers

Les finales nationales des Olympiades des métiers se sont déroulées du 9 au 11 mars à Bordeaux. Des jeunes du secteur y ont vu leur talent et leur savoir-faire récompensés.



Gilles Granger a obtenu une médaille d'argent en webdesign.



Baptiste Evrard, d'Incheville (à droite) et Olivier Moussy, médaillés d'or aux Olympiades des Métiers. ©WorldSkills-FR

Les Olympiades des métiers sont un peu comme des jeux olympiques. Baptiste Evrard, 20 ans, originaire d'Incheville y a obtenu une médaille d'or ! La compétition s'est déroulée à Bordeaux, dans la région Nouvelle Aquitaine, du 9 au 11 mars. Avec son binôme, Olivier Moussy, originaire de Compiègne, ils ont obtenu cette belle récompense dans la spécialité des constructions de routes et canalisations. Baptiste Evrard est élève du Centre de Formation des Apprentis du BTP de la Somme, à Amiens. Dans le cadre de cette formation en alternance, il effectue son apprentissage au sein de l'entreprise Lhotellier de Blangy-sur-Bresle.

« un ouvrage en 18 h »

Le jeune homme est évidemment ravi de cette belle récompense. **« Nous devons réaliser un ouvrage en 18h. C'était une compétition difficile, avec beaucoup de concurrents. Mais j'étais content de moi, de ce que nous avons réalisé »**. La médaille d'or est donc la cerise sur le gâteau. Les deux jeunes hommes se sont entraînés avant la compétition. **« Nous nous connaissions déjà avant. C'est important de connaître et de bien s'entendre avec son binôme »**.

Sur son site Internet le CFA BTP de la Somme indique : **« Toute l'équipe de BTP CFA Somme est très fière de vous annoncer qu'Antoine (Ndlr : un autre élève), Olivier et Baptiste sont médaillés d'or des olympiades nationales des métiers 2017. Félicitations pour le travail accompli »**.

Sur sa page Facebook, le groupe Lhotellier constate : **« Ils ont brillé dans une épreuve en binôme qui associe construction de routes et canalisations pour réaliser un ouvrage mixte. Un grand bravo à notre champion Olympique ! »**.

Le jeune homme se prépare maintenant pour le bac professionnel à la fin de l'année.

« nous sommes fiers »

Dans un tout autre domaine, un jeune Eudois de 23 ans a lui aussi été

récompensé lors des Olympiades des métiers. Sélectionné lui aussi pour la région Hauts-de-France, Gilles Granger a reçu la médaille d'argent en webdesign. **« Il est arrivé 3^e aux sélections régionales. Mais le 1^{er} a abandonné et a priori le 2^e n'était pas assez motivé aux yeux du jury. Ils ont donc appelé Gilles pour concourir à Bordeaux »** explique sa maman Stéphanie. Qui précise : **« de ce fait, il n'a eu que deux mois pour se préparer au concours »**. Mais ce n'est pas la première fois que Gilles se distingue, celui-ci ayant déjà participé une fois et obtenu l'or en régional et le bronze en national.

Le récipiendaire, qui effectue actuellement ses études en alternance dans une entreprise amiénoise, a fait toute sa scolarité à Eu, jusqu'à son bac scientifique au lycée Anguier. Approchant de la limite d'âge, 23 ans, il ne pourra plus participer à une telle expérience, **« mais il a beaucoup apprécié, l'ambiance y est bonne »**. Sa place sur le podium s'est jouée à un point : **« le maximum était de 600 points. Le 1^{er} en a marqué 539, notre fils 538. Mais il est qualifié pour les Olympiades européennes »**. L'occasion de décrocher une nouvelle médaille ? **« On verra, mais nous sommes fiers de lui. On l'a toujours soutenu et on le soutient pour la prochaine étape »** assure Stéphanie Granger. ■

“ « J'étais content de moi »



VP8 - CULTURE

Le second souffle

Dans le bureau où, jadis, Patrick Dréhan recevait la presse pour communiquer à propos du Festival de la Côte d'Opale (FCO), la nouvelle équipe emmenée par Thérèse Guilbert a souhaité faire un point sur les avancées liées à la prochaine édition. Les dates et les villes du prochain festival sont calées et les noms des premiers artistes ne devraient pas tarder à être annoncés. Mais des incertitudes planent encore sur les subventions qui accompagneront le 41e opus. «Rapidement, un collectif de programmation s'est mis en place» Thérèse Guilbert Depuis le départ en retraite du directeur artistique, et surtout depuis le retrait de Yohann Duhoo, l'ancien président de l'association, la nouvelle équipe «a travaillé dans l'urgence», met en avant Thérèse Guilbert. Il y a un peu

plus de 15 jours, la maire d'Outreau s'est retrouvée aux commandes du festival. «Rapidement, un collectif de programmation s'est mis en place, assure la nouvelle présidente. C'est une équipe boulonnaise qui travaille dans la continuité.» Un groupe avec des visages connus. On retrouve Bruno Dupont, le directeur technique du FCO, Lisa Torres, la programmatrice du Poulpaphone, Laurence Dupont-Graves, présidente d'Intramurock, et Fabrice Gratien, directeur de l'école de musique d'Outreau. «Un collectif qui a vocation à être complété», ajoute Thérèse Guilbert.

Le monde culturel boulonnais

Des contacts ont été pris pour mettre sur pied une affiche digne de ce nom. «Nous sommes plein d'espoir, insiste l'élue outreloise. La programmation sera présentée au conseil d'administration, le 24 mars prochain.» Le flou le plus total entoure l'affiche d'un festival prévu du 18 au 23 juillet et dont le budget final n'est pas encore ficelé. «Nous discutons avec le Département et la Région, avoue Thérèse Guilbert. Nous connaissons leur position avant le 24 mars.» Entre mystères et incertitudes, le Festival de la Côte d'Opale devrait tout de même passer l'été. Gauthier BYHET ■



Quels artistes sur la côte cet été?

Quels artistes sur la côte cet été? Y aura-t-il des grands noms de la scène nationale, voire internationale cet été sur la Côte d'Opale, à l'occasion du festival du même nom? «Le collectif mis sur pied en urgence travaille avec l'ensemble des tourneurs sans exclusivité, assure Thérèse Guilbert. Nous allons vivre un été 2017 avec une belle programmation et de beaux rendez-vous, sans oublier des découvertes issues de la Région des Hauts-de-France.» Cela

fait tout juste 15 jours que la nouvelle équipe s'est penchée sur la programmation 2017. N'est-ce pas un peu court pour réserver des artistes qui ont déjà signé avec un bon nombre de festivals cet été? «Il a failli être trop tard, confirme Bruno Dupont, l'une des chevilles ouvrières de ce nouveau staff. Rien n'est encore signé pour le moment, mais quelques décisions sont fermes.» La chance du Festival de la Côte d'Opale, c'est qu'il existe depuis 40 ans. «Il est connu

et reconnu, insiste Laurence Dupont-Graves. De nombreux tourneurs lui ont toujours été fidèles.» La nouvelle équipe souhaite que le festival puisse élargir son public. «Le FCO présente une carence au niveau de la tranche d'âge des 18- 35 ans, met en avant Bruno Dupont. Nous allons y travailler.» Un coin du voile sera levé dans quelques jours. Patience.G.B. ■



Les travaux de sauvegarde vont débiter

Mars 2015. Une tempête fragilise l'église Saint-Martin, des pierres chutent dans le cimetière. « L'assurance nous assure zéro tracas, zéro blabla, mais zéro remboursement », regrette le maire, Michel Prévost. « Elle a mis en cause la vétusté de l'édifice... » Construite il y a plus de cent ans par une riche famille industrielle, « l'église d'Hallines est une petite cathédrale », explique Michel Vermeulen, président de l'association de sauvegarde et de valorisation du patrimoine hallinois (ASVPH), qui œuvre notamment pour collecter des fonds afin de sauver l'église, via la fondation du patrimoine. Une statuaire riche, un dallage et des vitraux tout aussi luxueux, une cloche de 1517 et une statue de la Vierge à l'enfant classées aux monuments historiques, « l'église est disproportionnée par rapport au village, qui n'a pas pu supporter le coût de l'entretien », explique le maire. Et il faut aujourd'hui faire face à l'urgence pour éviter qu'elle ne s'effondre, à plus ou moins long terme.

En effet, depuis la tempête, les infiltrations d'eau sont catastrophiques, menaçant le dallage, les pierres sculptées... la charpente a commencé à pourrir, est attaquée par des champignons et des insectes... Des travaux d'urgence ont été décidés, afin de mettre hors d'eau l'édifice, avant une réelle rénovation. Jeudi, les trois entreprises retenues suite à l'appel d'offres ont signé leurs contrats, pour un démarrage des travaux imminent. Chevalier Nord, de Saint-Martin-lez-Tatinghem, doit renforcer les pi-

nacles, les contreforts et les arc-boutants de la nef et des collatéraux. His bâtiment de Saint-Omer réalisera l'entretien des chéneaux et le remplacement des ardoises brisées. Batais charpente, de Haubourdin, assainira enfin les charpentes et remplacera le plancher fragilisé par l'humidité.

282.000 dans un premier temps

Coût des travaux, 282.438€, qui bénéficie d'une subvention de la Région de 73.150€, du Département de 99.610€, de la fondation du patrimoine de 11.128€ (le montant déjà collecté par l'ASVPH), du sénateur Jean-Marie Vanlerenberghe 5.000€ de sa réserve parlementaire, de la Capso 39.860€. Le reste, 67.185€, est couvert par un emprunt communal. « Mais nous cherchons toujours des mécènes », rappelle Michel Vermeulen.

« Nous avons de la chance qu'il n'y ait pas d'amiante », note l'architecte en charge du projet, Angélique Thomas.



L'architecte, Angélique Thomas, et le maire Michel Prévost ont signé le marché de sauvegarde de l'église Saint-Martin avec les entreprises.

Mais un écueil reste à franchir avant de poursuivre les travaux, après cette tranche zéro. « Nous ne savons pas s'il y a des fondations sous l'église, aucun document ne l'atteste », avance l'architecte. « Clovis Normand a la réputation d'avoir construit beaucoup d'édifices sans s'embêter avec les fondations », note Michel Prévost. Dans ses recherches, Michel Vermeulen a découvert des croquis du bâtisseur d'église, sur lesquels figurent des pieux en chêne sous la tour. « Tant que les pieux baignent dans la nappe phréatique, il n'y a pas de problème, » explique-t-il. « Seulement, avec les derniers aménagements de la rivière et l'ouverture des barrages, le niveau a baissé. S'il y a des pieux, ils pourrissent et se brisent... » Ce qui expliquerait l'affaissement de 14cm de la tour et les désagréments causés à la structure de l'édifice. « La priorité sera de sonder le sol pour voir ce qu'il en est avant que le clocher ne s'écroule, et de consolider les fondations », affirme Angélique Thomas. Si une nouvelle fermeture de l'église n'est pas prévue dans l'immédiat, les travaux risquent de s'échelonner sur plusieurs années... ■

par Gr

! ! Pour contribuer au financement des travaux de rénovation, renseignements au 03 21 93 45 24.



**VP9 - FORMATION ET
RELATIONS AVEC LES
ENTREPRISES**

Julie Codron, chauffagiste d'un jour

EPPEVILLE La conseillère régionale, Julie Codron, participait lundi dernier à l'opération « Artisans d'un jour. » Elle a ainsi rejoint les rangs de la société Pargade, le temps d'un après-midi.



Après une formation sur l'entreprise et le métier, Julie Codron est partie sur le terrain en compagnie de Sébastien Pargade.

Julie Codron, conseillère régionale et municipale, chauffagiste pour la société Pargade. Dans le cadre de la semaine de l'artisanat, la chambre des métiers propose aux élus d'enfiler les habits d'un artisan pour une demi-journée. Lundi dernier, rendez-vous fixé à 14h pour Julie Codron dans les locaux de la société Pargade, à Eppeville. Pendant quelques minutes, Sébastien Pargade, le gérant de la société depuis 10 ans, dresse le portrait

de l'entreprise : « *Nous avons une activité de chauffage et plomberie. On intervient dans la pose, le remplacement, l'entretien ou la réparation de chaudière. Mais aussi dans l'assainissement, la salle de bain, la cuisine. J'ai quatre salariés avec moi.* »

Deux rendez-vous sur le terrain

Une fois l'élue informée, Sébastien Pargade lance « On va aller vendre une chaudière ! » Il détaille : « *On va donc se rendre chez un client chez qui je suis déjà passé ce matin pour établir un devis et un autre client pour réaliser un diagnostic de travaux.* » Direction quelques rues plus loin, toujours à Eppeville, chez Serge. Dans sa maison, la chaudière est en panne depuis le week-end. Ensuite, en route pour

Monchy-Lagache, toujours en compagnie de Sébastien Pargade.

Julie Codron peut alors mieux se rendre compte du quotidien d'un artisan : « *C'est vrai que ce ne sont pas les élus qui créent les emplois, mais les chefs d'entreprise comme Sébastien Pargade. S'il faudrait faire un parallèle entre les deux métiers, on peut dire que comme les artisans, les élus doivent être polyvalents et toujours chercher à anticiper. Et on ne compte pas nos heures.* » Commerçante, puisque Julie Codron est aussi gérante de la maison de la presse de Ham, l'élue n'était toutefois pas totalement dans un monde inconnu : « *On peut rencontrer les mêmes problèmes au quotidien. Commerçants et artisans sont un peu comme des cousins éloignés.* » ■

par Arnaud Brasseur

ENCADRÉS DE L'ARTICLE

PARGADE, DEPUIS 1979 La société

Pargade a été créée en 1979 par le père de Sébastien Pargade, l'actuel gérant. C'est en 2007 que ce dernier reprend la société alors basée à Offoy. Il y avait alors deux employés. En 2009, Pargade rejoint Eppeville et ouvre un showroom pour présenter son activité.



ECONOMIE.- BILAN D'ACTIVITÉS 2016 DE LA PLATE-FORME INITIATIVE TERNOIS ARTOIS 7 VALLÉES

Plus de 7,5 millions d'euros injectés dans l'économie locale

Initiative Ternois artois 7 Vallées ne connaît pas la crise. Son activité est en hausse constante. la progression a été de 5% l'an dernier. Décryptage avec luc Clabaut son président et andré Genelle son directeur.

Plus de dossiers traités et des montants prêtés supérieurs résumant l'année 2016. Fruit de la fusion avec la plate-forme des 7 Vallées mais pas seulement.

Près de 360 emplois directs créés ou maintenus «L'activité se comporte bien», note André Genelle. Plus de 5% en 2016. 284 porteurs de projets ont été accueillis et 126 entreprises financées. Près de 360 emplois directs ont été créés ou maintenus. «Les dossiers de reprises d'activités ont été plus nombreux», précise Luc Clabaut.

Près de 617 000€ de prêts d'honneur ont été engagés, avec un effet levier de 11. Autrement dit, 1€ prêté a permis de financer 11€. L'impact sur l'économie locale est loin d'être anodin : le total dépasse les 6,7 millions

d'euros de prêts bancaires mobilisés et plus de 7,5 millions d'euros injectés dans l'économie locale. N'oublions pas de citer les subventions territoriales. Deux communautés de communes artésiennes étaient actrices du soutien à l'investissement pour les entrepreneurs. Près de 77 000€ ont été attribués à 44 entreprises en 2016.



Initiative Ternois artois 7 Vallées, présidée par luc Clabaut -à gauche-, a accompagné plus de 280 porteurs de projet (photo archives).

Neuf projets sur dix soufflent leur 3ème bougie

Deux autres chiffres illustrent l'impact dans l'économie de la plate-forme Initiative. Le premier est le taux de pénétration, voisin de 40%. Plus clairement, quatre entreprises

sur dix créées sont financées par le réseau.

Le deuxième est le taux de pérennité des projets accompagnés et financés. Trois ans après, plus de neuf projets sur dix sont viables et peuvent souffler leurs trois bougies.

Au-delà du financement, Initiative a un vrai rôle de conseils auprès des créateurs d'activités. «Il y a un vrai partage d'expérience par les administrateurs», précise André Genelle.

Initiative joue également un rôle de "caution" morale auprès des établissements bancaires. «Il y a effectivement de notre part une validation morale». Quatre établissements soutiennent son action : le Crédit Mutuel (lire ci-dessous), le Crédit Agricole, la Banque populaire et la Caisse d'épargne. Les banques sont des partenaires essentiels du réseau Initiative. ■

par Anthony Hoyer



VP11 - LYCÉES

UN LYCÉE DU 19E SIÈCLE CLASSÉ

Le lycée Félix Faure classé monument historique

BEAUVAIS Une plaque commémorative d'inscription du lycée Félix Faure au titre des monuments historiques a été dévoilée lors des portes ouvertes de l'établissement. Retour sur une histoire qui commence en 1852...

Les portes ouvertes du lycée Félix Faure se déroulaient le samedi 11 mars. Le proviseur Olivier Catoire et la vice-présidente du conseil régional Manoelle Martin ont dévoilé la plaque commémorative d'inscription du lycée Félix Faure au titre des monuments historiques, à l'entrée du Péristyle. Ce qui rend le bâtiment reconnaissable entre tous. Cette cérémonie a débuté par une visite du lycée, orchestrée par Aurélie Le Goualher, CPE du lycée, et guide pour l'occasion. Elle a évoqué les secrets du lycée... Ce mur de l'époque gallo-romaine, apparu lors des travaux de construction du centre de la connaissance et de la culture. Mais aussi ces graffitis en forme de provocation sous la fenêtre du proviseur réalisés par des élèves en fin de scolarité. Puis cette inscription à l'entrée du péristyle faite par un prisonnier allemand réquisitionné pour la reconstruction du lycée en 1947.

Pour que l'histoire perdure, Olivier Catoire a interpellé Manoelle Martin sur la nécessité d'un grand plan de rénovation pour le lycée. Selon la vice-présidente des Hauts-de-France, le dossier le plus urgent était la mise en accessibilité du lycée, actuellement dans la capacité d'accueillir des élèves à mobilité réduite. Elle a aussi précisé qu'un plan d'investissement pluriannuel sera voté à la fin du mois de mars. Il déterminera les priorités, notamment pour les lycées.

Le lycée Félix Faure en quelques chiffres. 1852 : le Conseil municipal de Beauvais décide de transformer le collège du Mont Capron en lycée.



20 juin 1881 : L'architecte Norbert-Auguste Maillard, qui a obtenu deux grand prix de Rome, propose des plans du futur lycée.

Le 3 mai 1896 : c'est la pose de la première pierre par Emile Combe, ministre de l'Instruction publique. Les travaux vont durer deux ans.

En 1898, 268 élèves (de 5 à 20 ans) font leur rentrée. Le président Félix Faure refuse dans un premier temps que le lycée porte son nom. Il le portera en **1899** après sa mort. **Durant la Première Guerre mondiale,** le lycée devient un hôpital militaire et 40 000 blessés y séjournent pendant le conflit. Il le sera de nouveau en octobre **1939.**

Le 4 juin 1940, le lycée est bombardé, causant à l'édifice de très gros dégâts. Pendant l'occupation allemande, le lycée est réquisitionné et devient le siège de la kommandantur allemande à Beauvais. **En 1942,** par décret de l'Etat, les lycées Félix

Faure et Jeanne Hachette fusionnent. **En 1943,** le lycée est de nouveau

bombardé. **De 1947 à 1952**, des travaux de reconstruction sont effectués grâce au plan Marshall. **Le 28 mars 1952**, une première inauguration est

effectuée par l'Américain Barry Bingham, chef de l'ECA en France. **Le 26 novembre 1952**, une inauguration officielle est effectuée par André Ma-

rie, ministre de l'Education nationale. ■



VP12 - RÉNOVATION
URBAINE, LOGEMENT,
INNOVATION NUMÉRIQUE...

Un quartier à 80 millions

Il aura fallu attendre trois ans après le lancement des études pour voir les premiers effets de l'Agence nationale de la rénovation urbaine (Anru). En 2010, les locataires de la résidence Blum quittent petit à petit les lieux pour préparer la démolition de cette barre d'immeuble. Au total, 166 logements détruits dans ce quartier (pour 166 constructions réparties dans ce secteur et dans d'autres). «On a eu une dédensification importante pour faire quelque chose de beau. Avec la destruction de la barre Blum, on a redécouvert le stade d'athlétisme, on a une vue exceptionnelle sur le parc de La Lawe», se réjouit Albert Bonnaire, adjoint aux travaux à Bruay-la-Buissière. Sans oublier, toujours dans le cadre de l'Anru, la réhabilitation et la rénovation totale de la résidence Pierre et Marie Curie et ses 150 logements.

Un quartier tourné vers le sport et le loisir

Les dernières constructions (ou presque, lire ci-contre) sont en cours par CoopArtois, en face de la salle Jean-Moulin. Neuf logements qui se-

ront en accession sociale à la propriété. «On a réalisé les voiries et les réseaux. Ils ont commencé à commercialiser, en fin d'année, tout sera prêt», détaille Albert Bonnaire. Ce quartier sud, niché autour du parc municipal Salengro ou de la piscine Art déco, a pour thématique le sport et le loisir. Plusieurs équipements seront créés pour aller dans ce sens: la piste d'athlétisme en 2013 pour commencer et un terrain de football renfermé. Suivront le skate-park, le parcours d'eau et le parc à bois. Le secteur de la piscine Art déco a été revu et corrigé avec la destruction de six logements Maisons et cités, remplacés par un parvis (et la création de stationnements) et ainsi mettre en valeur ce lieu unique dans la région. Un gros travail d'embellissement a également eu lieu avec la création d'un cheminement doux, «qui part du stade parc et qui va jusque derrière la cité des musiciens», précise l'adjoint.

La Ville a investi 5 millions d'euros

Septembre 2017 sera marqué par la première rentrée des classes dans la toute nouvelle école Pasteur. Les ar-

chitectes ont axé leur travail sur le respect de l'environnement et la réduction des frais d'entretien: façade et ossature en bois, éclairage naturel optimal et consommation d'énergie moindre. L'école maternelle et l'école élémentaire, au même endroit, permettent d'assurer la scolarité d'un élève de son plus jeune âge jusqu'à son entrée au collège. En sept ans, ce quartier a changé de visage. Pour y parvenir: 80 millions d'euros investis. Financés pour la plus grosse partie par l'État (via l'Anru), puis les bailleurs, la Ville et la Région. Bruay-la-Buissière a investi 5 millions d'euros «et a piloté pour 20 millions d'euros en tant que maître d'ouvrage.» Une somme qu'Albert Bonnaire ne regrette pas d'avoir dépensée. «Il y a cinq ans, on ne serait pas allé acheter une maison dans ce quartier, aujourd'hui, si. Il y a une attractivité nouvelle pour ce quartier.»
Stéphanie Hameauxshameaux@lavenirdelartois.fr ■



Des dernières constructions à venir

La destruction du bâtiment de l'école Pasteur à Bruay-la-Buisnière a laissé un terrain vide. C'est la Soginorpa (Maisons et cités) qui en a l'usufruit. À ce jour, aucun projet précis n'est défini, mais il ne prévoira pas de construction de logement social. On se dirige plus vers de l'accession dans le social ou encore de viabiliser les parcelles et de laisser

les terrains libres à la construction dans le privé. Dernier terrain encore nu, celui situé derrière la mairie annexe Jean-Moulin. Pour cette parcelle, c'est un promoteur privé qui en a la gestion. À venir, une quinzaine de logements en accession à la propriété. La commercialisation vient de débuter. Les potentiels acquéreurs achèteront sur plan. Ces deux der-

niers projets s'inscrivent également dans l'Anru. Une fois terminés, la boucle sera bouclée dans le quartier du stade parc de Bruay. La Ville pourra alors se pencher sur l'Anru II comprenant notamment la friche Foulon. Les premières études pourraient être lancées en avril. ■



VP13 - JEUNESSE ET SPORTS

LE MINISTRE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS À SAINT-OMER

Les SOCCS ont reçu Patrick Kanner à domicile

Il faut dire que l'équipe est « un bel exemple d'intégration par le sport », pour reprendre l'éloge exprimé par le ministre des Sports, à l'égard de ces joueurs afghans et pakistanais. Il n'y a pas si longtemps, ces réfugiés, « aux parcours qu'on a du mal à imaginer », ne faisaient que pratiquer leur passion dans un jardin public avant d'être repéré par Christophe Silvie, le président du nouveau club audomarois, SOCCS. Et les voilà à jouer avec Patrick Kanner et François Decoster, un vendredi après-midi, à la salle De Gaulle.

L'intégration par le sport, mais sans communautarisme

Lui-même « fils d'immigrés polonais », a-t-il confessé, Patrick Kanner a dit se sentir encore redevable vis-à-vis de la République. Si le ministre a su allier les deux, le sport semble être davantage un facteur d'intégration que la politique. « La France accueillante, qui sait s'enrichir de la diversité, c'est la France de Zidane, de Platini et de Kopa ! », a-t-il lancé avant de préciser : « tout en fixant des règles, car il y a un équilibre à préserver. »

La règle qui importe est la mixité. « C'est un sport qui doit être partagé avec tous les Audomarois », a souhaité François Decoster. Moins connu en France, pourtant deuxième sport le plus joué au monde, le cricket a besoin d'adeptes. Mais pas de communautarisme. « Il ne faut pas faire comme à Paris, où des clubs très fermés se sont créés », signale Marc Williamson, président du club de Valenciennes.

Un seul guichet et une petite salle

Avec deux équipes et une trentaine d'adhérents, les SOCCS semblent bien partis pour l'ouverture. Pour un club qui commence à prendre de l'importance, la salle De Gaulle devient d'ailleurs un peu trop étroite, et le matériel un peu trop vétuste. « Ils n'ont qu'un seul guichet en plastique ! Je tombe par terre ! s'étonne le président de Valenciennes. Le problème, c'est qu'ils démarrent avec rien... J'espère que les pouvoirs publics vont aider. » Des promesses ont déjà été faites par la municipalité, qui est en train d'envisager d'autres infrastructures pour le cricket audomarois.



S'il n'a pas tari d'éloges pour cette nouvelle équipe, Patrick Kanner a avoué qu'il n'y connaissait rien au cricket. Alors rien ne vaut la pratique !



Après avoir reçu le maillot des SOCCS, c'est au tour du ministre de remettre symboliquement à chacun des joueurs le maillot de l'équipe de France. Avec Prebagarane Balane (à g.), président de la fédération.

rois. « Comme le baseball, il faut que le cricket fasse son chemin en France », a exprimé Patrick Kanner. Les SOCCS y contribuent à leur manière, en y offrant des valeurs d'intégration et d'ouverture. Et qui sait, peut-être que le futur Kopa du cricket est dans cette équipe ? ■

par Louis Ruyant

Le tour de piste continue avec le cyclisme

Avant de quitter Saint-Omer, le ministre de la Jeunesse et des Sports a fait étape au vélodrome. Patrick Kanner a eu droit à une avant-première du championnat de France de cyclisme sur route. Dans l'Audomarois du 22 au 25 juin 2017, la compétition fait le bonheur de Philippe Tacquez, président du vélo-club de Saint-Omer. « Il s'agit du plus grand événement sportif depuis la première étape du Tour de France en 2001 ! »

S'il est facteur d'intégration, comme en témoignent les SOCCS, le sport revêt une séduisante dimension économique, que les élus sont fiers d'annoncer. « 50.000 à 80.000 touristes sont attendus », avance François Decoster, avant d'ajouter que des milliers de camping-cars, inévitables lors d'une course cycliste, seront a priori accueillis sur la zone de l'aérodrome. Pour 1€ investi, il y a 3€ de retour, annonce-t-on.

« La coupe du monde de golf en 2018, celle du foot féminin en 2019, peut-être le rugby en 2023 et, cerise sur le gâteau, le foot masculin en 2024 ? La France sait accueillir, répète le ministre des Sports, cette fois dans un tout autre contexte que celui des SOCCS. C'est à la fois bon pour notre économie et notre rayonnement international. » Une équipe de cricket hors du commun, le championnat de cyclisme sur route 2017 : Saint-Omer rayonne !



UNE SALLE DE SPORT TOUTE NEUVE

Les travaux se terminent

Saulzoir L'ouverture de la nouvelle salle de sport est imminente. 1000 m² destiné à la pratique sportive pour un coût d'environ 1,4 millions d'euros. Ouverte à toutes les associations, la salle abrite un terrain multi-sport, un dojo et une cantine pour les élèves. Le nouveau complexe se situe juste derrière l'école, pas très loin du stade de football.



1 Les travaux. Ils ont duré pratiquement un an jour pour jour. « *Tout s'est bien passé. On était dans le planning* », explique le maire. La 1^{ère} réception a été faite le 9 mars dernier. La commission de sécurité doit encore passer pour officialiser l'ouverture.

2 Le coût. L'ensemble des opérations représente environ 1,4 millions d'euros TTC pour la commune. Le Département a subventionné le projet à hauteur de 540 000 €. La municipalité a également bénéficié du soutien de la Région et de l'État.

3 Les équipements. La nouvelle salle de sport fait 1000 m² au total. Elle comprend un terrain multi-sport de 40 sur 20 mètres. La plupart des activités sportives peuvent y être pratiquées (basket, handball, volleyball, futsal, etc). « *La salle est ouverte à toutes les associations* », précise le maire Gilbert Gernet.

4 Dojo. Dans ce nouvel édifice, une salle NAP (Nouvelles activités Péri-scolaires) a été aménagée sous la forme d'un dojo. Elle pourra accueillir la pratique du judo, du hakko-den-shin (selfdéfense), de la gymnastique ou encore du yoga par exemple.

5 Cantine. Un réfectoire a été construit pour accueillir les 245 élèves des 9 classes de l'école maternelle et élémentaire. Depuis 2014, ils prenaient la pause méridienne à la salle des fêtes. Avec cette nouvelle cantine, « *il y aura un confort de transport et une sécurité renforcée pour les enfants* », détaille le maire. ■



CARNET

CONSEIL SYNDICAL

François Decoster réélu à l'unanimité



La composition du conseil du SMFM a été un peu modifiée, suite à la création de la Capso.

Avec la création de la Capso, de nouveaux membres ont été installés au syndicat mixte lys-audomarois et par effet domino au syndicat mixte flandre-morinie. Mercredi 8 mars, Paul-Loup Tronquoy (SM Sirom), premier vice-président, ouvrait donc la séance du conseil syndical après avoir assuré la présidence par intérim depuis le début de l'année pour régler les affaires courantes. L'ordre du jour devait réinstaller le président François Decoster dans ses fonctions, ainsi que le bureau du SMFM. Sans surprise, le président et ses vice-présidents (Paul-Loup Tronquoy, Jacques Hurlus, Michel Hermant, Hervé Saison et Bernard Debeugny) ont été reconduits pour trois ans.

« Nous poursuivrons notre action avec toujours pour objectif d'optimiser le centre de valorisation énergétique, assurait François Decoster. Nous devons faire en sorte que les coûts soient maîtrisés, et même réduits. » À mi-mandat, le bilan est donc positif. En renégociant les contrats, les charges de fonctionnement ont été réduites de 25%. « Pour que l'infrastructure soit la plus utile pour les territoires, il nous faut optimiser les tonnages produits sur le secteur », continuait le président.

L'arrêté pris en 2016 permettant de traiter des déchets différents (ceux produits par les entreprises) ou ailleurs (ils étaient pour certains éliminés en dehors du territoire ou dans d'autres structures) a permis d'atteindre 86.500 tonnes, alors que la valeur cible est de 92.500 tonnes. L'intégration de 10 nouvelles communes dans le giron du SM Sirom au 1^{er} juillet devrait permettre de s'en approcher.

« Nous avons toujours la volonté de défendre les différents points de vue et de débattre les sujets pour trouver

une solution équilibrée », adressait François Decoster à l'attention de Philippe Broutelee, président du Smictom qui lui reprochait un manque de communication. Le nombre de commissions sera réduit à deux (finances et affaires générales), et le bureau élargi aux présidents des syndicats collecteurs.

Flami, l'ami des petits

La réunion a aussi été l'occasion pour le SMFM de présenter sa nouvelle brochure, à destination des écoliers. Ils peuvent visiter le centre de valorisation énergétique pour y comprendre son fonctionnement et son utilité. Un guide pédagogique leur sera remis lors de la visite. Les quiz et jeux inclus leur permettront de poursuivre la découverte de manière ludique. ■

par Gr

|| Pour visiter Flamoval, contact au 03 21 88 89 41.



POLITIQUE RÉGIONALE

Laurent Coulon se présente sur la 12e circonscription

Le Catésien est sorti du bois. Il affiche clairement ses ambitions en voulant être le prochain député.

LÉGISLATIVES Pas de doute, les législatives ne seront pas tendres à gauche. Il y a deux semaines, Christian Bataille, député socialiste sortant, annonçait vouloir briguer un nouveau mandat, accordant dans le même temps son parrainage à Emmanuel Macron. Problème, jeudi dernier, Laurent Coulon a déclaré sa candidature et il veut la placer sous le signe du mouvement « En Marche ! ». Naturellement, la plupart de ses attaques étaient donc réservées à Christian Bataille. Derrière le soutien de ce dernier à l'ancien ministre de l'Economie, le quadragénaire voit le signe d'un « opportunisme électoral. Il suffit de se rappeler ses tweets assassins contre Emmanuel Macron. » Il dénonce également le parachutage de candidat auquel s'est livré le parti Les

Républicains (ex-UMP), et renvoie ses deux adversaires dos à dos : « *Tout ça, c'est de la vieille politique, les gens n'en veulent plus.* »

Actuellement conseiller municipal du Cateau, depuis 2004, Laurent Coulon a également effectué deux mandats de conseiller départemental. En juillet 2016, il claque la porte du PS, en profond désaccord avec la baisse des dotations aux collectivités. « *C'est une hérésie, on a tué l'investissement public.* » Il dit partager de nombreux points de convergence avec le leader d'« En Marche ! ». Enfin, s'il est élu, il promet de démissionner de ses activités professionnelles et créera un comité de circonscription pour rendre compte de son action. ■



Laurent Coulon se présentera, même si le mouvement « En Marche ! » ne l'investit pas officiellement.



S. CHENU DÉTERMINÉ Le FN veut faire basculer le Denaisis

19ÈME CIRCONSCRIPTION Après le Parti Communiste la semaine dernière, c'est au Front national de se lancer officiellement pour les législatives.

La rumeur s'était propagée, la voici officialisée : le binôme Sébastien Chenu et Régine Andris se présente sous l'étiquette Front national dans la 19ème circonscription, pour les législatives (11 et 18 juin). Vendredi dernier, dans leur local situé

Vendredi dernier, dans leur local situé au 139 rue de Villars à Denain, inauguré le soir-même où environ 150 personnes étaient présentes, les candidats ont indiqué les grandes lignes de leur programme : réindustrialisation, sécurité ou encore formation. Les détails seront connus d'ici le mois de mai et indiqués dans un tract distribué dans les 32 communes de la circonscription. Et ce à quoi tient le binôme d'extrême droite, c'est la proximité : « *j'aimerais mettre en place des permanences dans chaque commune* », indique Sébastien Chenu.

Régine Andris, commerçante pendant 40 ans, a été candidate aux dernières élections départementales en 2015. Elle est actuellement conseillère municipale à Abscon. Elle se présente en tant que suppléante.

Quant à Sébastien Chenu, qui brigue le poste de député, il a fait ses premiers pas au Parti républicain à 15 ans, avant de devenir chef de cabinet pour Christine Lagarde, ministre du commerce extérieur (2005-2007), directeur adjoint de la communication de France 24 (2007-2008) ou encore secrétaire national de l'UMP (2011), avant de basculer à l'extrême droite : « *j'ai voté pour la première fois en faveur de Marine Le Pen lors des élections européennes en 2014* ». Aujourd'hui, il est à la fois conseiller régional, secrétaire de la section nordiste du FN et responsable de la cellule « Idées et Image » de la cam-

pagne présidentielle de Marine Le Pen. Dorénavant, à 43 ans, il présente aux législatives. Et bien qu'il n'habite pas le secteur, il met en avant « *l'attachement* » porté au territoire, et n'exclut pas le fait de s'y installer. Déterminé, il est convaincu que Marine Le Pen deviendra Présidente, et que la circonscription basculera du côté du Front national : « *c'est la première force politique du Denaisis au vu des résultats des dernières élections* », affirme-t-il. ■



Les candidats : Sébastien Chenu et Régine Andris (suppléante).

par Mylène Brioux



VOTE FN AUX LÉGISLATIVES Sébastien Chenu prédit un raz de marée

POLITIQUE En cas de victoire de Marine Le Pen à l'élection présidentielle, le Front national espère remporter deux circonscriptions dans le Douaisis.

C'est une perspective qui tétanise tous les élus locaux du Douaisis. Le Front national est en position de force pour les prochaines élections législatives du 11 et 18 juin. Dans deux circonscriptions du Douaisis (16e et 17e) le retrait des candidats sortants Jean-Jacques Candelier (Parti communiste) et de Marc Dolez (Parti de Gauche) laisse un nouvel espace politique pour le Front national. Sébastien Chenu, secrétaire départemental du Nord pour le Front national, le sait très bien. Cet homme de 43 ans, candidat FN dans le Denais, fonde de grands espoirs pour le Nord. « Si Marine Le Pen est élue présidente de la République, les Français lui donneront une majorité au parlement, explique l'élus régional. Là ce sera un raz de marrée, le grand chelem avec des victoires dans toutes les circonscrip-

tions du Hainaut et du Douaisis. D'ailleurs je pense que même en cas de défaite de Marine Le Pen, nous sommes tout de même en mesure de gagner. » Le Front national compte aussi sur des victoires dans le Pas-de-Calais et en Sambre-Avesnois.

PAS D'INVESTITURE OFFICIELLE

Les derniers scrutins lui donnent raison. En effet, le vote FN n'a cessé de progresser. Lors des élections départementales et régionales, les candidats FN sont arrivés largement en tête dès le premier tour avec plus de 40 % des suffrages. Des comparaisons à prendre avec précaution car les modes de scrutin sont différents. Une chose est sûre, la gauche, qui

présentera plusieurs candidats, a de fortes chances de ne pas se qualifier pour le second tour ce qui serait totalement inédit dans la vie politique du bassin minier. « Nous sommes la première force politique depuis de nombreuses élections », insiste Sébastien Chenu. Précisons que les candidates de la 16e et 17e circonscription n'ont pas encore été investies par le parti. ■



Sébastien Chenu devant son local de campagne à Denain.

par Laurent Goudet



Législatives: Alexandre Malfait investi

A lors que la France a le regard tourné vers la prochaine élection présidentielle, n'oublions pas les élections législatives qui auront lieu les 11 et 18 juin prochains. Depuis la semaine dernière, l'union Les Républicains - UDI a son candidat sur la 2e circonscription du Pas-de-Calais.

Sans surprise, il s'agira d'Alexandre Malfait, conseiller départemental et adjoint au maire d'Arras. Cet ancien du parti socialiste fera face à la députée sortante, Jacqueline Maquet. Comme pour la parlementaire socialiste, on ne connaît pas encore celui ou celle qui sera son suppléant.

Contacté par nos soins par téléphone dans l'optique de réaliser une interview, le candidat de la droite et du centre préfère temporiser et attendre encore un peu avant de lancer sa campagne médiatique. ■



Une candidate pré-investie

WISSANT Cédric Fasquelle, élu municipal à Guînes et Christophe Marécaux, conseiller régional, se sont réunis autour de Marie-Christine Bourgeois, élue au Conseil Régional, pour une conférence de presse à Wissant. Si ces membres du Front National n'ont pas dévoilé leur candidat officiellement investi par le parti, Marie-Christine Bourgeois a confié être pré-investie. «Nous sommes tous susceptibles d'être candidat pour la 6e circonscription. En réalité, ce sera le parti qui choisira en temps voulu» a précisé l'élue locale.

«Il fut un temps où il était difficile de trouver un candidat qui accepte de porter les couleurs du parti publiquement, aujourd'hui il y a trop de candidats à l'investiture», remarque Christophe Marécaux. Il faudra donc montrer un certain engagement pour convaincre et espérer être choisi. Côté programme, Marie-Christine Bourgeois a d'abord fait état de problématiques régionales avant d'évoquer les axes nationaux inscrits au programme de Marine Le Pen. «De toute façon, le programme des législatives découlera du programme na-

tionnel», a justifié l'élue. Parmi les aspects évoqués, la simplification du «mille-feuille administratif» en supprimant Région et Intercommunalité, ne comptant plus que sur la commune, le Département et la Nation. Autres points, la lutte contre la désertification médicale en relevant le numerus clausus ou encore la revalorisation du minimum vieillesse. Enfin, la lutte contre l'immigration domine le discours de ces élus. ■

